

RURAL CONNECTIONS

FR
AUTOMNE/
HIVER
2018

LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT RURAL EUROPÉEN

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

- **GÉNÉRALISER LA BIOÉCONOMIE**
- **ÉTAPES CLÉS POUR LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE LA PAC**
- **LES VILLAGES INTELLIGENTS PASSENT À LA VITESSE SUPÉRIEURE**

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

- **PREMIER PARLEMENT RURAL BALKANIQUE**
- **PENSER LA PAC**
- **AMÉLIORER LES RÉSEAUX RURAUX À HAUT DÉBIT**

À LA UNE...

LA COMMUNICATION



Le Réseau européen de développement rural

Le Réseau européen de développement rural (REDR) est la plateforme qui met en relation les acteurs du développement rural au sein de l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres en favorisant l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant l'échange d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a mis en place un Réseau rural national (RRN) qui réunit les organisations et les administrations actives dans le développement rural. À l'échelon de l'UE, le REDR soutient la mise en réseau de ces RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Plus d'informations sur le *site web du REDR*
(<https://enrd.ec.europa.eu/fr>)

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne***

**Numéro gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits
(sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques)

Directeur de la publication: Neda Skakelj, chef d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne.

Rédacteur en chef: Derek McGlynn, chargé des publications, Point de contact du REDR

Texte manuscrit finalisé en décembre 2018. Version originale rédigée en anglais.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur internet, via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

ISSN 2443-7336 (print)

ISSN 2443-7395 (web)

© Union européenne, 2018

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion des institutions de l'Union européenne.

Le contenu de la publication est donné uniquement à titre d'information et n'est pas juridiquement contraignant.

Printed by Bietlot in Belgium

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER BLANCHI SANS CHLORE (ECF)

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire papier sur le site internet de la librairie de l'UE –

<http://bookshop.europa.eu> – ou en envoyant une demande à info@enrd.eu

Remerciements

Auteurs: Sandro Angiolini, Isane Aparicio, Fabio Cossu, Elena Di Federico, Gaya Ducceschi, Giuseppe Gargano, Maeve Howe, Laura Jalasjoki, Oliver Joy, Miodrag Matavulj, Ian McCafferty, Derek McGlynn, Veneta Paneva, Dragan Roganovic, Massimiliano Schiralli, Myles Stiffler, Sinikka Torssonen, Rogier van den Brink, Ina Van Hoye, Grazia Valentino, Roxana Vilcu.

Layout: Benoit Goossens, Tipik

Photo de couverture © Unité de soutien au Réseau wallon

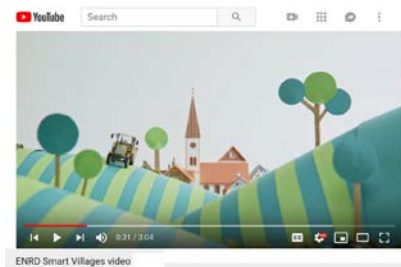
SOMMAIRE

3 ÉDITORIAL

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

ACTUALITÉS DU REDR

- 4 Les villages intelligents passent à la vitesse supérieure
- 5 Rejoignez-nous au networX !
- 5 Nouveaux-venus dans l'équipe du Point de contact du REDR
- 6 Généraliser la bioéconomie
- 6 Groupe de pilotage des réseaux ruraux européens
- 7 Étapes clés pour la planification stratégique de la PAC
- 7 « Agir selon l'approche LEADER »
- 8 Nouvelles du helpdesk évaluation



4

ACTUALITÉS DE L'UE

- 9 Nouvelles du PEI-AGRI
- 10 Stratégie révisée de l'UE pour la bioéconomie
- 11 Remédier au déficit d'investissement dans l'agriculture
- 11 Ressources sur les instruments financiers
- 12 Projets de l'UE
- 12 Guides et publications de l'UE



10

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES



- 14 Améliorer les réseaux ruraux à haut débit
Isane Aparicio



- 16 Premier parlement rural balkanique
Dragan Roganovic et Miodrag Matavulj



- 18 Bioéconomie: réalité, attentes et obstacles au développement
Sandro Angiolini



14

networX

5



- 20** Penser la PAC
Rogier van den Brink



- 22** Toucher les jeunes
agriculteurs multifonctionnels
Grazia Valentino, Massimiliano Schiralli et Giuseppe Gargano



- 24** La Géorgie à l'ère du développement rural
Gaya Ducceschi



- 26** Une nouvelle vie pour les bâtiments
European Landowners' Organization (ELO)



20

À LA UNE... COMMUNICATIONS

INTRODUCTION

- 27** Une communication efficace

REPORTAGE

- 29** Combinaison gagnante

UN MEILLEUR CIBLAGE

- 35** L'utilisateur au centre
de la communication



INTERVIEW

- 37** Ian McCafferty

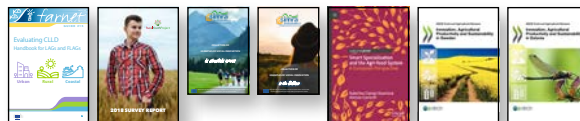


29



32

39 OUVRAGES & PUBLICATIONS



ÉDITORIAL



Saviez-vous que notre réseau a fêté son dixième anniversaire ? Le Réseau européen de développement rural (REDR) a en effet été créé en 2008 par la Commission européenne. Des préparatifs sont en cours pour marquer cet important jalon. C'est pourquoi je ne saurais trop vous conseiller de lire cet article jusqu'au bout pour en savoir plus !

Le travail en réseau a considérablement évolué au cours de la dernière décennie. Un exemple frappant de cette évolution est la communication, en particulier la façon dont les «réseauteurs» choisissent de communiquer avec leurs communautés. Les réseauteurs du développement rural adoptent les dernières technologies numériques et perfectionnent des techniques éprouvées afin de mener avec plus d'efficacité leurs activités de communication.

Dans cette édition du magazine «Rural Connections», notre «**À la une... la communication**» (pp. 27 à 38) dévoile les pistes de réflexion du moment et décrit certaines pratiques inspirantes qui soutiennent la mise en œuvre de la politique de développement rural. Nous présentons de beaux exemples de communication, basés notamment sur l'utilisation des nouveaux canaux numériques, l'échange de connaissances pratiqué sur site agricole et des initiatives de commercialisation. Pour ce faire, nous nous sommes inspirés de l'atelier que nous avons organisé en juin 2018 sur le thème de la communication dans les réseaux ruraux.

La stratégie révisée de l'UE pour la bioéconomie devrait permettre d'accélérer la croissance de la bioéconomie européenne et contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des Objectifs de développement durable. Le niveau d'ambition est élevé: création d'un million de nouveaux emplois d'ici à 2030, y compris de nombreux postes de haute qualité pour nos communautés rurales. Nous abordons les développements les plus récents dans nos traditionnelles «**Actualités et mises à jour**» (pp. 4 à 12), par exemple notre travail thématique sur la généralisation de la bioéconomie, nos activités concernant les villages intelligents, ainsi que des informations sur des événements récents et d'autres actualités du réseau.

Dans la section «**Questions rurales, perspectives rurales**» (pp. 14 à 26), nous nous penchons sur des thèmes très variés. Un article d'opinion évoque les obstacles potentiels aux chaînes de valeur de la bioéconomie dans les pays du sud de l'Europe. Les autres sujets abordés dans cette édition vont des initiatives d'amélioration du haut débit en zone rurale au projet RuralGOOD, en Italie, où une nouvelle génération d'agriculteurs apprennent comment l'agriculture multifonctionnelle peut leur offrir une rentabilité accrue et une meilleure qualité de vie, en passant par le développement rural dans les pays voisins de l'UE, ou par un rapport économique de la Banque mondiale qui montre en quoi la PAC favorise l'économie rurale et stimule la croissance.

Un peu plus haut, je vous avais promis que nous parlerions des activités prévues pour marquer un important jalon atteint dans le domaine du travail en réseau. En avril 2019, dans le cadre de l'actuelle période de programmation, le REDR organisera le **networX** (p. 5), la plus grande réunion jamais tenue dans la communauté du travail en réseau de l'Europe rurale. Cet événement montrera comment les réseaux sont une source d'inspiration pour l'Europe rurale et présentera les dernières techniques de travail en réseau. Restez à l'écoute du REDR pour en apprendre toujours plus sur le travail en réseau, notamment dans la prochaine édition de la Revue rurale de l'UE.

Fidèles à notre constante ouverture d'esprit, nous vous invitons à nous contacter si vous voulez nous faire part de commentaires ou d'idées ou nous suggérer un sujet pour une future édition de «Rural Connections».

Derek McGlynn

Responsable des publications, PC du REDR
editor@enrd.eu

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

ACTUALITÉS DU REDR



Les villages intelligents passent à la vitesse supérieure

Quelles sont les nouvelles au niveau du REDR ?

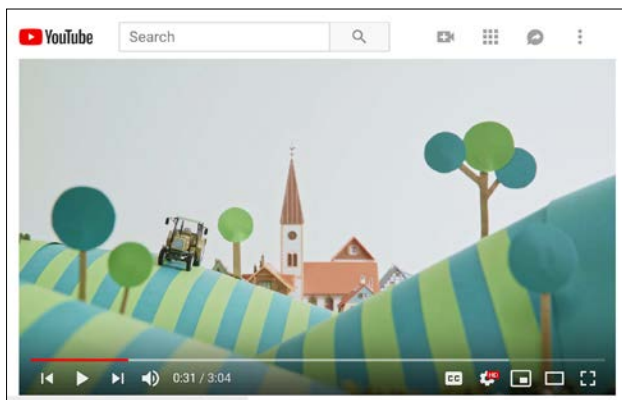
Le travail thématique mené par le Point de contact du REDR sur les villages intelligents aborde une nouvelle phase. L'accent est désormais placé sur l'examen des approches pratiques d'utilisation des outils de politiques disponibles qui permettent aux villages intelligents de se constituer et se développer.

Le travail réalisé par le groupe thématique (GT) du REDR pendant l'été 2018 a suscité beaucoup d'intérêt et d'implication de la part du réseau, notamment des parties prenantes rurales, des réseaux ruraux nationaux (RRN) et de divers ministères et organismes des États membres de l'UE.

Actuellement, on considère que le principal moteur des villages intelligents est le virage numérique, que le GT continuera à soutenir en identifiant des stratégies nationales efficaces et des bonnes pratiques.

Les diverses politiques et initiatives nationales qui peuvent contribuer aux villages intelligents touchent désormais un éventail plus large de domaines de politiques, par exemple la santé ou l'éducation, ce qui souligne la nécessité d'assurer une bonne gouvernance et coordination pour arriver à une mise en œuvre efficace.

Regardez notre vidéo sur les villages intelligents (disponible en 22 langues)



Joignez-vous à la communauté de villages intelligents sur Facebook



Le GT cherche à identifier des exemples transférables d'initiatives de politiques intégrées qui montrent comment utiliser et combiner au mieux différents instruments afin de promouvoir les villages intelligents.

Le GT s'est réuni en octobre et décembre 2018 et le fera encore à deux occasions lors du premier semestre 2019.

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour connaître les dernières informations du GT:
https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages_fr

Portail « Villages intelligents » – découvrez des projets, initiatives, approches et réseaux sur ce thème:
https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages/smart-villages-portal_fr

LE VILLAGE LE PLUS INTELLIGENT DE FINLANDE

Le Réseau rural finlandais (Maaseutu.fi) a lancé un concours pour désigner le village le plus intelligent du pays. Plus de 30 villages candidats sont entrés en lice pour devenir plus dynamiques, actifs et novateurs.

Les villages participants bénéficient de conseils, d'idées, d'appui de pairs et de possibilités de travail en réseau pendant un an et demi.

Le village lauréat sera sélectionné en fin d'année 2019.

www.maaseutu.fi/en/topical-greetings-from-countryside-and-around-the-world/32-villages-want-to-be-the-smartest-in-finland/

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

Rejoignez-nous au **networX**

Plus de 400 enthousiastes du développement rural se rassembleront à l'événement **networX** à Bruxelles, les 11 et 12 Avril 2019. En ferez-vous partie ?

Sous le thème « Inspirer l'Europe rurale », cet événement racontera l'histoire de la mise en réseau du développement rural. Il reviendra sur les principaux enseignements tirés de ces dix années de mise en réseau du monde rural et lancera une réflexion sur les futurs besoins et opportunités dans ce domaine. Le travail en réseau, en tant qu'outil de politiques du développement rural, a beaucoup évolué et continue à susciter de nouvelles façons de rassembler les personnes. L'événement networX se présentera sous un format interactif prévoyant de l'espace et du temps pour des conversations inspirantes et des partages d'idées, dans l'esprit d'une réaffirmation de la valeur des liens humains dans le monde numérique. La valeur du travail en réseau réside dans sa capacité à établir des connexions et à livrer des résultats qui ne seraient pas atteignables dans d'autres conditions.

Cette année, le REDR intensifie la promotion du travail en réseau avec le

concours **Rural Inspiration Awards**.

Des prix récompenseront les initiatives de développement rural – suggérées par les réseaux ruraux nationaux – qui soutiennent une Europe rurale plus compétitive, durable et inclusive.

Les initiatives lauréates seront annoncées lors du networX. Le concours porte sur cinq catégories: amélioration de la compétitivité; action pour l'environnement et le climat; revitalisation rurale; inclusion sociale; et LEADER, plus une catégorie pour le vote du public. Toutes les catégories concernent les projets ou actions financés dans le cadre du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et dans la période 2014-2020.

Le travail en réseau sera aussi mis à l'honneur dans la prochaine édition de la **Revue rurale de l'UE**, qui expliquera comment il en est venu à devenir une caractéristique déterminante de la politique de développement rural en Europe et examinera quel sera son rôle dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) pour après 2020.

i POUR EN SAVOIR PLUS

networX:
https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/networx-inspiring-rural-europe_en

Pour en savoir plus sur les Rural Inspiration Awards, contactez votre RRN:
https://enrd.ec.europa.eu/networking/nrn-profiles_fr

CONSEILS EN MATIÈRE DE BONNES PRATIQUES

Lors de l'atelier du REDR organisé le 8 novembre 2018, les réseaux ruraux nationaux ont expliqué comment ils menaient la tâche de réseau essentielle qui consiste à identifier, rassembler et diffuser des exemples de projets et des bonnes pratiques.

https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-workshop-project-examples-and-good-practices-approaches-collection-and_fr

Nouveaux-venus dans l'équipe du Point de contact du REDR

L'équipe de Bruxelles du Point de contact a accueilli trois nouveaux collègues: Laura Jalasjoki (à gauche), Elena Di Federico (au centre) et Carlos de La Paz (à droite).

Laura entre dans l'équipe de développement des connaissances en tant qu'analyste des politiques, Elena dans l'équipe de partage des connaissances en qualité de rédactrice en chef, et Carlos dans l'équipe d'échange et de coopération en tant qu'analyste des politiques.

**i** POUR EN SAVOIR PLUS

Pour la liste complète de l'équipe du Point de contact, voir: https://enrd.ec.europa.eu/contact/enrd-contact-point_fr

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

Généraliser la bioéconomie

Le REDR a lancé un nouveau thème pour son travail thématique: «Généraliser la bioéconomie». De septembre 2018 à juillet 2019, un groupe thématique (GT) examine le rôle joué par les programmes de développement rural pour soutenir l'évolution et le développement de la bioéconomie, les acteurs impliqués et les possibilités qui s'offrent aux zones rurales.

L'objectif général consiste à encourager le développement de chaînes de valeur de bioéconomie durable dans les zones rurales qui puissent promouvoir la croissance économique et l'emploi tout en préservant les écosystèmes.

La stratégie révisée de l'UE pour la bioéconomie souligne une volonté de favoriser une bioéconomie qui produit davantage en termes de valeur économique ajoutée et de prospérité, ainsi que de résultats répondant aux besoins sociaux et environnementaux émergents, comme les matériaux renouvelables ou à faible teneur en carbone.

Les éléments prévus dans le cadre de ce travail thématique du REDR sont notamment des réunions du GT, un travail analytique, un séminaire paneuropéen, des parutions dans les prochaines éditions des principales publications du REDR et un portail en ligne qui rassemble une grande diversité de documents de politiques, de publications, de projets et d'initiatives. Pour rester au courant des actualités sur la #bioéconomie, suivez le REDR sur Twitter et Facebook.



POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la page «Bioéconomie» sur le site web du REDR: https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/greening-rural-economy/bioeconomy_fr
 Parcourez les ressources du portail Bioéconomie: https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/greening-rural-economy/bioeconomy/rural-bioeconomy-portal_fr
 Lisez la stratégie révisée de l'UE pour la bioéconomie: <https://ec.europa.eu/research/bioeconomy/index.cfm?pg=policy&lib=strategy>

Groupe de pilotage des réseaux ruraux européens

Le travail en réseau rural dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) pour après 2020 fut au centre des débats, le 22 octobre 2018, lors de la 10e réunion du Groupe de pilotage (GP) des réseaux ruraux européens, outre les travaux de préparation de la 5e réunion de l'Assemblée des réseaux ruraux, organisée le 11 décembre suivant.

La Commission européenne a informé les membres du GP sur le contenu et l'état des lieux des discussions relatives aux nouvelles propositions sur la PAC et leur a expliqué pourquoi elle envisage une nécessité et un rôle

accrus pour le travail en réseau dans le cadre de la PAC pour après 2020.

Alors que ces propositions envisagent une forte continuité dans les objectifs et tâches clés des réseaux, les changements les plus importants comprennent l'établissement d'un réseau unique PAC au niveau de l'UE appelé à remplacer les réseaux actuels REDR et PEI. De même, les réseaux PAC nationaux chargés de l'agriculture et du développement rural remplaceront les actuels réseaux ruraux nationaux (RRN). Par conséquent, à l'avenir, le champ d'application du travail en réseau

au niveau tant national que de l'UE, à savoir le développement rural, sera étendu pour englober aussi les deux Piliers de la PAC, correspondant ainsi au champ d'application des plans stratégiques de la nouvelle PAC.

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour en savoir plus sur le Groupe de pilotage: https://enrd.ec.europa.eu/about/european-rural-networks-governance/european-rural-networks-steering-group_fr

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

Étapes clés pour la planification stratégique de la PAC

Un séminaire récent du REDR, qui s'est tenu le 23 octobre 2018 à Bruxelles, en Belgique, a analysé les implications pratiques de la conception et de l'élaboration des plans stratégiques de la politique agricole commune (PAC) pour après 2020, y compris les principaux éléments et étapes du processus de préparation de ces plans.

Cet événement a rassemblé des représentants des autorités de gestion des programmes de développement rural (PDR) des États membres de l'UE et des agences de paiement, ainsi que des experts des deux Piliers de la PAC, et des représentants de la Commission européenne. Il a permis aux participants d'échanger leurs expériences et les a aidés à identifier les besoins d'assistance des acteurs directement impliqués dans la mise en œuvre de la PAC dans les États membres.

Les participants ont déterminé que les futurs plans devaient inclure l'élaboration d'analyses SWOT et des besoins, la fixation de valeurs cibles pour les indicateurs de résultats et la conception d'interventions bien ciblées en vue de l'atteinte des objectifs de la PAC.

Par ailleurs, ils ont examiné les nouvelles possibilités issues de la fusion des deux instruments fondateurs de la PAC – le Fonds

Européen agricole de garantie (FEAGA) et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) – dans un même document stratégique. Les thèmes de discussion spécifiques étaient notamment la nouvelle architecture verte, la compétitivité et la résilience, le renouvellement des générations et le tissu social des zones rurales.

L'importance de la capacité administrative pour gérer la transition vers la période de programmation 2021-2027 a souligné la nécessité d'organiser des échanges et orientations similaires pendant la période d'élaboration des plans stratégiques de la PAC.

 POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la page consacrée à cet événement sur le site web du REDR: https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-seminar-key-steps-cap-strategic-planning_fr

Propositions sur la PAC: https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/key-policies/common-agricultural-policy/future-cap_fr

« Agir selon l'approche LEADER »

Lors d'un récent séminaire du REDR (organisé du 15 au 17 octobre 2018 à Rust, en Autriche), plus de 100 praticiens de LEADER/CLLD ont cherché à démontrer au mieux la pertinence et la valeur ajoutée de l'approche LEADER dans des domaines thématiques variés et au-delà du contexte rural local.

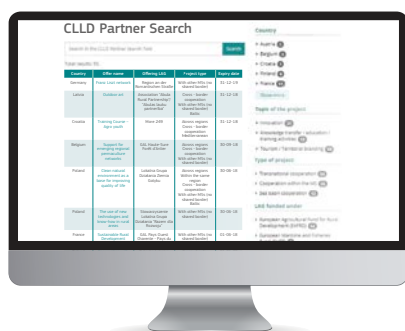
Les participants se sont plongés dans une série diversifiée de projets et d'approches plus inspirants les uns que les autres. Cet événement a proposé des sessions plénières, des voyages d'études,

un « marché » des groupes d'action locale (GAL) autrichiens, ainsi que de brefs exposés d'autres GAL de l'UE. Les exemples évoqués ont souligné l'importance d'« agir selon l'approche LEADER » et ont permis de présenter des stratégies qui réussissent à saisir à la fois les défis et les opportunités à l'échelle locale, tout en contribuant à répondre aux priorités sociétales plus générales, comme l'inclusion sociale, la dépopulation des zones rurales, le développement des énergies renouvelables et la protection de la biodiversité.

Un débat plus large a permis d'identifier les actions prioritaires au cours de la période 2014-2020, et les réalisations de LEADER susceptibles de devenir des facteurs de réussite pour la future période après 2020.

 POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la page consacrée à cet événement sur le site web du REDR: https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-seminar-leader-acting-locally-changing-world_fr



LA COOPÉRATION, PLUS QUE JAMAIS

Êtes-vous déjà présent dans la base de données GAL gérée par le REDR ? Des centaines de directeurs de GAL s'y sont déjà inscrits et lancent des offres de coopération.

Mettez à jour votre profil dès maintenant et commencez à coopérer !

- https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld/lag-database_en
- https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld/clld-partner-search_en

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

**NOUVELLES DU
HELPDESK ÉVALUATION**EUROPEAN
EVALUATION
HELPDESK
FOR RURAL DEVELOPMENT

Préparation des évaluations des incidences

En 2019, la deuxième série de rapports annuels de mise en œuvre (RAM) sera présentée à la Commission européenne par les autorités de gestion (AG). Les RAM de 2019 seront basés sur les informations fournies dans les RAM de 2017 à travers l'évaluation des incidences. Ils indiqueront ainsi les progrès accomplis au regard des objectifs du programme de développement rural (PDR) et de la stratégie de l'UE pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS MÉTHODOLOGIQUES ?

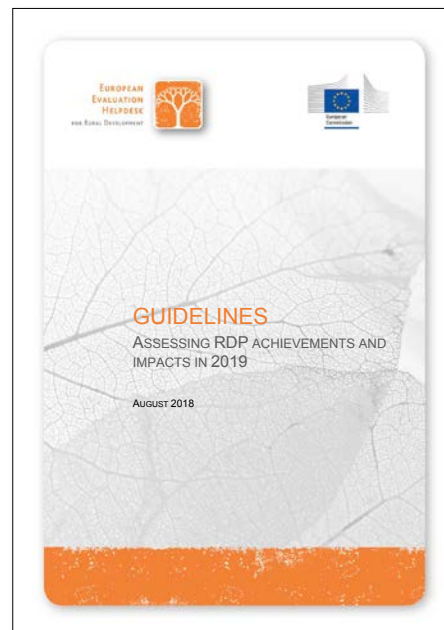
L'évaluation et l'analyse des impacts du PDR constituent des tâches difficiles qui soulèvent plusieurs questions:

- Comment les changements observés dans les zones rurales peuvent-ils être attribués aux interventions du PDR et quelles approches d'évaluation devraient être utilisées à cette fin ?
- Quelles données provenant de sources existantes (données de suivi, bases de données régionales, nationales ou de l'UE) devraient être utilisées pour éclairer l'approche d'évaluation proposée ?
- De quelle manière convient-il de se coordonner avec les fournisseurs de données ?
- Comment garantir la qualité des données et veiller à combler les lacunes en matière de données ?

**AIDER LES ÉTATS MEMBRES À ÉVALUER LES
INCIDENCES DU PDR EN 2019**

Afin d'aider les États membres à mener ces activités d'évaluation en 2019 et à surmonter ces difficultés méthodologiques, le Helpdesk Évaluation a publié un document non contraignant, les «Lignes directrices: Évaluation des réalisations et des incidences du PDR en 2019».

Ces lignes directrices montrent ce qui doit être évalué en 2019 et fournissent, pour chacun des indicateurs d'impact communs de la PAC, un modèle logique spécifique afin d'aider les AG et les évaluateurs à déterminer l'approche la plus appropriée selon la disponibilité des données, les ressources et les besoins. Ces modèles logiques innovants peuvent guider l'évaluateur vers de nouvelles approches, une meilleure planification de la collecte de données et des méthodes qui dépendent moins de la disponibilité des données (par exemple, des méthodes qualitatives). Les modèles logiques peuvent également aider les AG à améliorer la planification et la prédiction des résultats de l'évaluation dans un contexte donné (données, budget et échéance de l'évaluation).



Les modèles logiques fournissent un guide étape par étape pour la conception de chaque approche d'évaluation dans le but de permettre une meilleure compréhension des:

- **Possibilités:** quelles sont les combinaisons de données, d'indicateurs et de méthodes disponibles et adéquates pour répondre aux questions d'évaluation?
- **Exigences:** quelles sont les données, méthodes, nécessaires pour évaluer les incidences nettes et répondre aux questions d'évaluation?
- **Conséquences:** quelles sont les conséquences des décisions à différentes étapes sur les coûts et l'efficacité de l'évaluation?

De plus, pour chaque indicateur d'impact, un exemple d'approche optimale et des approches supplémentaires sont décrits en détail. Des fiches de réponses aux questions d'évaluation communes n° 22 à 30 ont également été publiées en complément aux Lignes directrices.

i POUR EN SAVOIR PLUS

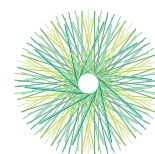
Lignes directrices: Évaluation des réalisations et des incidences du PDR en 2019:

https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/assessing-rdp-achievements-and-impacts-2019_en

Glossaire des termes clés du Helpdesk Évaluation mis à jour:
https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/glossary-key-terms-related-evaluation-rural-development-programmes-2014-2020_en

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

NOUVELLES DU PEI-AGRI

eip-agri
AGRICULTURE & INNOVATION

L'agriculture et les zones rurales à l'ère du numérique

Même si de nombreux agriculteurs bénéficient des technologies numériques, les stratégies numériques de certains États membres et régions de l'UE concernant le secteur rural et celui de l'agriculture sont à la traîne. La communication de la Commission européenne sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture a fait remarquer que la pénétration des nouvelles technologies dans l'agriculture «n'atteint pas les niveaux escomptés et se répartit inégalement dans l'UE».

Pour l'avenir, les propositions législatives sur la politique agricole commune (PAC) pour après 2020 indiquent que les plans stratégiques sur la PAC devraient décrire leur contribution prévue au développement des technologies numériques dans l'agriculture et les zones rurales, ainsi que l'utilisation de ces technologies pour améliorer l'efficacité et l'efficience des interventions prévues.

Le séminaire du PEI-AGRI sur le thème «Stratégies multiniveaux pour la transition numérique de l'agriculture et des zones rurales» (12 et 13 décembre 2018 à Anvers, Belgique) s'est appuyé sur les importants travaux préparatoires menés pour stimuler la transition numérique du secteur agricole et des zones rurales en Europe, notamment à travers le réseau PEI-AGRI et le REDR.

Les objectifs étaient les suivants: sensibiliser les acteurs au rôle et à l'importance de la planification stratégique pour favoriser et piloter la transition numérique de l'agriculture et des zones rurales; utiliser comme source d'inspiration des exemples de planification stratégique

et d'initiatives de transition numérique pris aux quatre coins de l'Europe; lancer le processus d'élaboration de stratégies numériques adaptées au contexte et aux besoins locaux; et mettre en valeur des outils et initiatives développés au niveau de l'UE pour accompagner la transformation numérique dans les secteurs de l'agriculture et de l'économie rurale.

Ce séminaire tire parti des travaux menés actuellement par le PEI-AGRI (voir encadré plus bas) pour préparer l'agriculture et les zones rurales à la transformation numérique.



© EIP-AGRI Service Point

L'INNOVATION, SOURCE D'INSPIRATION

Les technologies numériques qui aident les agriculteurs à fournir des denrées alimentaires sûres, durables et de qualité ne se limitent pas au niveau de la ferme: elles facilitent l'échange de connaissances.

En Finlande, les «conseillers agricoles mènent 45 000 réunions et parcourent 5,5 millions de km par an», selon Jussi Juhola, qui travaille chez ProAgria, une firme finlandaise de consultance. Cherchant à améliorer l'efficacité de ses services, ProAgria a lancé

une plateforme numérique open source d'accès gratuit.

Cette plateforme offre des conseils 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, un accès facilité à l'information et des analyses comparatives par des groupes de pairs. Les informations de chaque utilisateur sont accessibles via un tableau de bord personnalisé. Cette technologie permet des réunions de clients et services de conversation en ligne, des conseils automatisés et des prévisions et alertes. De plus, les dernières connaissances et recherches sont diffusées sur la plateforme.

Celle-ci intègre également des outils de gestion agricole, par exemple pour la comptabilité, la planification des cultures et la gestion des troupeaux.

En avril 2018 à Jurmala (Lettonie), un atelier du PEI-AGRI intitulé «Préparer les agriculteurs à l'ère numérique: le rôle des AKIS» a rassemblé des consultants et des réseauteurs pour explorer et renforcer le rôle des systèmes de connaissances et d'innovation agricoles (SCIA - AKIS). Des exemples à suivre, comme ProAgria, ont aussi été présentés à cette occasion.

 POUR EN SAVOIR PLUS

Magazine Agrinnovation: <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/publications/agrinnovation-magazine-issue-n%C2%B0-5-october-2018>

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

ACTUALITÉS DE L'UE

Stratégie révisée de l'UE pour la bioéconomie



© Commission européenne

Le 16 novembre 2017, la Commission européenne a organisé un événement de haut niveau, impliquant neuf directions générales (DG), afin de débattre des moyens de renforcer les liens entre économie, société et environnement.

Les attentes n'ont cessé de croître depuis lors. En octobre 2018, la Commission a publié la version révisée de sa stratégie pour la bioéconomie et un plan d'action pour développer une bioéconomie durable et circulaire. L'Europe met le cap sur une économie durable et efficace en ressources. Elle ambitionne d'atteindre une économie innovante et à faibles émissions qui concilie

les exigences en matière d'agriculture et de pêche durables, de sécurité alimentaire et favorise une utilisation durable des ressources biologiques aux fins industrielles, tout en préservant la biodiversité et l'environnement.

Cette nouvelle stratégie propose trois volets d'action:

- Renforcer et appliquer à grande échelle les biosecteurs, libérer les investissements et les marchés;
- Déployer rapidement la bioéconomie dans toute l'Europe;
- Protéger les écosystèmes et comprendre les limites écologiques de la bioéconomie.

Sous l'impulsion de la DG Recherche et innovation de la Commission européenne, la stratégie a été cosignée par les DGs Agriculture et développement rural, Environnement, Affaires maritimes, et Industrie et entrepreneuriat.

La stratégie révisée pour la bioéconomie devrait avoir des effets bénéfiques sur les zones rurales, notamment en plaçant les agriculteurs, les forestiers et les autres acteurs économiques ruraux à l'avant-garde des nouvelles solutions aux problèmes qui affectent la société tout entière. Il a été proposé de réserver une enveloppe de quelque dix milliards d'euros pour les ressources alimentaires et naturelles, y compris la bioéconomie, dans le cadre d'Horizon Europe (2021-2027).

Le groupe thématique du REDR « Généraliser la bioéconomie » apporte des réflexions sur les approches qui appuient la bioéconomie (voir en p. 6). Le réseau PEI-AGRI organisera un atelier sur le thème « Opportunités pour la diversification agricole dans la bioéconomie circulaire » à Vilnius, Lituanie, les 6 et 7 février 2019.

« Un élément clé de la stratégie est sa capacité à rendre les solutions innovantes et les travaux de recherche pertinents plus largement accessibles pour les utilisateurs finaux, c.-à-d. les agriculteurs, les forestiers, les entreprises rurales et la population rurale en général. »

Phil Hogan,
Commissaire européen pour l'agriculture et le développement rural, lors de la conférence sur la « Stratégie révisée de l'UE pour la bioéconomie » (22 octobre 2018)

i POUR EN SAVOIR PLUS

Stratégie de l'UE pour la bioéconomie:

<https://ec.europa.eu/research/bioeconomy/index.cfm?pg=policy&lib=strategy>

Portail « Bioéconomie » du REDR:

https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/greening-rural-economy/bioeconomy_fr

Événement PEI-AGRI:

<http://tporganics.eu/eip-agri-workshop-opportunities-for-farm-diversification-in-the-circular-bioeconomy/>

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

Remédier au déficit d'investissement dans l'agriculture

Le Plan d'investissement pour l'Europe tâche d'accroître le niveau des investissements et de mettre l'Europe sur la voie de la reprise économique. Élément de ce plan, le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) est déjà en train de libérer des investissements en faveur de nouveaux projets agricoles passionnants un peu partout en Europe.

Prenons-en pour preuve un exemple récent en Irlande où, en août 2018, une entreprise de technologies agricoles a obtenu un financement de longue durée de 118 millions d'euros afin de réaliser ses plans de recherche, de développement et de croissance. Cet accord de refinancement majeur a été rendu possible grâce à un investissement innovant de 40 millions d'euros accordé par la Banque européenne d'investissement (BEI). L'intervention de la BEI a contribué à inciter des partenaires financiers commerciaux du secteur privé à investir eux aussi dans le projet.

Cet investissement constitue la plus grande aide jamais accordée par la BEI à l'agro-industrie en Irlande. Il est aussi la première aide en faveur de ce secteur du pays octroyée dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe. Ce financement permettra la création d'un centre d'innovation et de recherche axé sur la nutrition animale optimisée, l'innovation alimentaire, la santé et la durabilité. Il démontre bien comment l'EFSI remédie au déficit de financement pour les entreprises qui ont une vision d'avenir



© Unsplash

et doivent investir dans la recherche et l'innovation pour rester compétitives.

L'EFSI travaille en association avec d'autres instruments financiers pour soutenir l'innovation dans les zones rurales. Les projets approuvés par l'EFSI peuvent bénéficier du soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), par exemple. L'EFSI peut être associé à d'autres instruments pour des projets d'investissement classiques, tels que l'acquisition d'actifs physiques, mais aussi des projets plus complexes tels que l'établissement de nouveaux concepts commerciaux ou de coentreprises innovantes.

Les plateformes d'investissement, qui rassemblent de plus petits projets par zone géographique ou par secteur d'activité, peuvent aider à trouver un financement pour des projets liés à l'agriculture. Par exemple, l'EFSI pourrait apporter son soutien à une plateforme d'investissement visant à soutenir l'agriculture de précision et qui, à son tour, permettrait à des agriculteurs de contracter des prêts pour investir dans les systèmes informatiques nécessaires.

i POUR EN SAVOIR PLUS

L'EFSI dans le secteur agricole:

https://ec.europa.eu/commission/priorities/jobs-growth-and-investment/investment-plan-europe-juncker-plan/investment-plan-results/efsi-agriculture-sector_fr

Exemple de l'EFSI en Irlande:

https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/investing-irish-agricultural-technology_en

Ressources sur les instruments financiers

La plateforme fi-compass de services de conseil a rassemblé dans une bibliothèque consultable tout un corpus de ressources traitant des instruments financiers relevant des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI), y compris le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Ces ressources comprennent des publications, des manuels, des vidéos et des études de cas provenant de divers pays et régions de l'UE, et permettent d'avoir un aperçu des expériences pratiques de la programmation et de la mise en œuvre des instruments financiers en faveur de l'agriculture et du développement rural.

i POUR EN SAVOIR PLUS

Bibliothèque fi-compass:

www.fi-compass.eu/resources

Événements fi-compass:

www.fi-compass.eu/events

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

Projets de l'UE

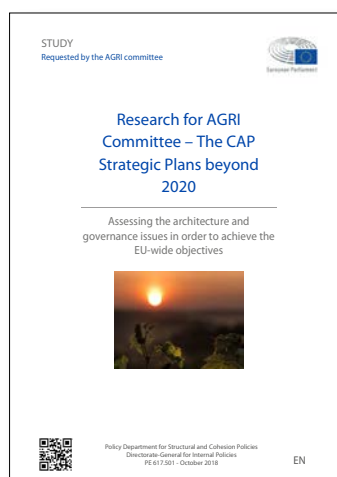
Une sélection de nouvelles ressources relatives aux entreprises rurales, aux services et aux biens publics du domaine de l'agriculture et de la foresterie rendues disponibles par des projets financés par l'UE:

- Un recueil d'**exemples de bonnes pratiques d'entrepreneuriat rural** dans des domaines tels que l'énergie, l'environnement, les éco-industries, les TIC et l'innovation sociale, identifiés par le projet «Rural SMEs» (financé au titre d'Interreg Europe).
www.interregeurope.eu/ruralsmes/good-practices/
- Un recueil d'**exemples de bonnes pratiques et d'actions pilotes** concernant des solutions durables en matière de **mobilité rurale et de fourniture de services ruraux**, identifiés et développés par le projet MAMBA (financé au titre du programme de la région de la mer Baltique, qui relève du programme européen Interreg).
www.mambaproject.eu/products/
- Une **plateforme de connaissances** rassemblant des solutions intelligentes et transférables pour la production durable de **biens publics** dans l'agriculture et la foresterie, élaborée par le projet PROVIDE d'Horizon 2020.
<http://provideknowledgeplatform.eu>

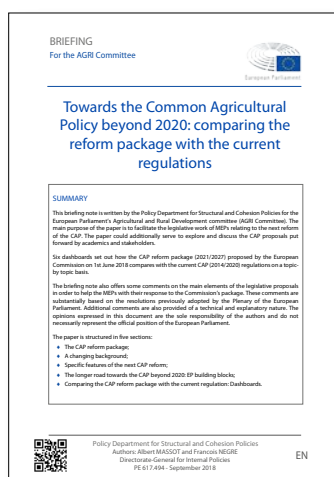


© Matti Maitkainen, Union européenne

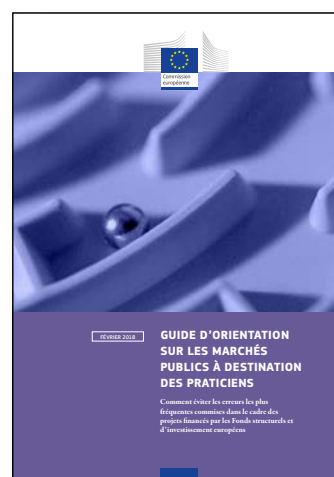
Guides et publications de l'UE



Cette étude évalue la conception des plans stratégiques de la politique agricole commune (PAC) pour après 2020 tels que prévus dans la proposition législative formulée par la Commission européenne en juin 2018.
ISBN 978-92-846-3971-7



Ce briefing établit des comparaisons entre l'ensemble de réformes de la politique agricole commune (PAC) prévues pour la période 2021 - 2027 et les réglementations actuelles.
ISBN 978-92-846-3818-5



Ce guide d'orientation (disponible en 22 langues) explique comment éviter les erreurs dans les marchés publics pour les projets cofinancés par les Fonds structurels et d'investissement européens, notamment le FEADER.
ISBN 978-92-79-84067-8

BONNE ANNÉE 2019

DE LA PART DE L'ÉQUIPE DU POINT DE CONTACT DU REDR



QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

Améliorer les réseaux ruraux à haut débit

Isane Aparicio

Pour renforcer la connectivité dans les zones rurales, la collaboration entre le Réseau des bureaux de compétences en matière de haut débit (BCO) et les réseauteurs ruraux doit s'intensifier



Isane Aparicio est chef d'équipe adjointe du dispositif de soutien des BCO (BCO-SF).

isane.aparicio@broadbandeurope.eu

Les deux premières années d'activité du Réseau des BCO ont été consacrées à la consolidation et à la modernisation des BCO nationaux et régionaux. L'une des principales conclusions tirées de cette période concerne le faible nombre de BCO (environ 20%) qui connaissent le travail du REDR.

Un récent atelier sur la connectivité rurale organisé par le Réseau de BCO⁽¹⁾ a montré que plus de 80% des BCO n'ont eu de contacts ni avec le réseau rural national (RRN) de leur pays ni avec un groupe d'action locale (GAL). Alors que l'objectif principal des BCO est d'offrir une connectivité universelle, les groupes LEADER et les groupes opérationnels PEI-AGRI peuvent être des partenaires essentiels pour veiller à ce que la connectivité apporte des avantages réels à la population rurale.

Les trois causes du fossé numérique dans le monde rural – la connectivité à haut débit déficiente, le manque de compétences numériques et la faible pénétration des services numériques – forment un obstacle considérable à l'atteinte des objectifs de connectivité dans les zones rurales. Pour que les initiatives politiques se traduisent en projets

effectifs et réussis qui améliorent la connectivité rurale, il importe d'apporter davantage d'orientation technique et de faciliter l'accès à des outils financiers flexibles.

L'approche peut déjà se prévaloir de plusieurs beaux exemples de coopération entre les réseauteurs ruraux et les BCO (voir encadré). Dans les cas en question, dès le démarrage des projets, le BCO sert généralement de guide pour les promoteurs de projet et les décideurs politiques en leur offrant des orientations pour accélérer le déploiement du haut débit dans leur pays ou région.

Au niveau européen, des décideurs de différents domaines de politiques travaillent ensemble afin de préparer le plan d'action pour le déploiement du haut débit en zone rurale. Les éléments de ce plan de promotion de la connectivité dans les zones rurales et éloignées de l'UE sont, entre autres:

- Le Réseau des BCO doit offrir un point unique d'orientation pour les administrations publiques, les opérateurs de télécommunications et tous les autres acteurs publics et privés qui souhaitent déployer des infrastructures et services de haut débit.

Un réseau rural d'espaces de travail partagés

En Catalogne (Espagne), le projet COWOCAT-Rural a permis de créer des espaces de travail partagés (coworking) dans dix zones rurales LEADER, en vue d'aider à endiguer la fuite des cerveaux hors des campagnes en créant un réseau destiné à attirer les professionnels et à améliorer les compétences numériques des entrepreneurs locaux.

L'une des solutions pour donner un second souffle aux villages luttant contre l'exode rural est d'exploiter les technologies de l'information et de la communication (TIC) et de stimuler les compétences en utilisant des espaces de travail partagés. Après une initiative pilote, le projet COWOCAT-Rural a concrétisé l'idée à plus grande échelle en développant un réseau d'espaces de travail partagés dans la région.

Le BCO de la région de Catalogne assiste les acteurs locaux en leur offrant un encadrement, en les aidant à rechercher des possibilités de financement et en soutenant les efforts de sensibilisation. De plus, il fournit des informations sur la disponibilité des réseaux à haut débit sur le territoire, y compris sur les capacités réelles en termes de largeur de bande. Pour en savoir plus sur le projet COWOCAT:

- Brochure des projets FEADER: https://enrd.ec.europa.eu/publications/eafrd-projects-brochure-digital-and-social-innovation-rural-services_fr
- Base de données des projets du REDR: https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice_en

(1) Les BCO offrent des orientations juridiques, techniques et financières aux promoteurs de projets et aux décideurs politiques afin d'aider les parties prenantes à accélérer le déploiement du haut débit dans leur pays ou région. Pour plus d'informations, voir www.bconetwork.eu

© BCO Network



- La Commission européenne doit introduire le «proofing» rural afin d'aider à prioriser le haut débit rural dans la reprogrammation de tous les fonds structurels et d'investissement, cela dans le but d'éviter d'aggraver la fracture numérique.
- La Commission élaborera un cadre pour les projets de haut débit rural, un guide pratique des choses à faire et à ne pas faire dans de tels projets, afin d'aider les communautés locales à mettre en œuvre des projets de haut débit dans les zones rurales.

Au cours de la période 2014-2020, un montant approximatif de 20 milliards d'euros provenant des cinq Fonds structurels et d'investissement de l'UE est consacré aux TIC, au haut débit et à l'administration en ligne, dont environ 6 milliards d'euros servent à financer le déploiement de la large bande à haut débit dans les zones rurales et urbaines.

Dans le cadre du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), plusieurs Mesures peuvent être utilisées pour le déploiement du haut débit, en particulier la Mesure 7 (Services de base – M7.3), mais LEADER (M19) peut aussi servir d'outil de financement pour rassembler des utilisateurs locaux et créer ainsi une masse critique de demande locale, soutenir des études techniques et plans commerciaux, ainsi que des investissements à petite échelle.

Par ailleurs, certaines autres mesures du FEADER, comme la Mesure 6 (Développement des exploitations agricoles et des entreprises – M6.2 ou M6.4) ou la Mesure 16 (Coopération – M16.2) peuvent être exploitées pour la promotion de l'innovation, ainsi que pour la promotion de services numériques en soutenant diverses parties prenantes aux différents stades d'un projet.

En plus d'accorder des financements sous la forme de subventions, la Banque européenne d'investissement et les autres organismes

financiers peuvent aider les autorités locales et les communautés rurales à obtenir les fonds nécessaires pour leurs projets au moyen d'instruments financiers qui permettent d'obtenir des capitaux supplémentaires. Le nouveau Fonds pour la connectivité à haut débit en Europe (CEBF) vise à rassembler quelque 500 millions d'euros qui devraient à leur tour mobiliser au moins un milliard d'euros d'investissements sur cinq ans.

Pour les zones rurales et éloignées sans connectivité, une combinaison de sources de financement peut être la solution pour un programme de transition numérique. Le soutien du BCO concerné dès le stade de planification, en particulier concernant les implications des réglementations sur les aides d'État et les orientations sur le modèle économique le plus adapté, peut contribuer à faciliter le processus et à maximiser l'impact de l'initiative. Le BCO est également bien placé pour donner des conseils sur les possibilités de financement existantes qui peuvent être mobilisées lors des différentes phases des projets, par exemple les infrastructures couvertes par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ou des fonds nationaux, ainsi que le travail préparatoire et d'animation financé par LEADER. En outre, la contribution de capitaux privés peut être acheminée à travers le CEBF.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le bureau de compétences en matière de haut débit est un point de contact unique qui oriente les municipalités, les citoyens, les investisseurs et promoteurs de projets de haut débit et les entreprises tout au long du cycle des projets de promotion du haut débit. Si vous avez besoin d'aide, contactez le BCO de votre pays ou région, ou envoyez une demande à: info@broadbandeurope.eu

Informations sur les possibilités de financement:
<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/european-funding-broadband>

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

Premier parlement rural balkanique

Dragan Roganovic et Miodrag Matavulj

Dans les Balkans occidentaux, les parties prenantes rurales ont de bonnes chances de devenir membres de l'Union européenne et ainsi de contribuer au développement socio-économique et à la diversité de l'Europe et de ses zones rurales



Dragan Roganovic,
président du réseau
de développement
rural de Serbie



Miodrag Matavulj,
directeur du
Centre pour le
développement
économique et
rural (CERD),
Bosnie-Herzégovine
miodrag.m@cerd.ba

Le développement rural est une question d'une très grande importance dans tous les pays des Balkans occidentaux – Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, ancienne République yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie –, qui se caractérisent tous par une population nombreuse dans les zones rurales, la taille de leurs territoires ruraux et le rôle prédominant joué par l'agriculture dans l'économie en général.

Les parties prenantes rurales de cette région reconnaissent l'importance de la mobilisation locale et de la participation active de tous les acteurs ruraux aux initiatives des communautés, mais elles ont également bien compris que l'établissement d'un partenariat solide entre les parties prenantes rurales et les gouvernements est vitale pour un développement rural efficace. Il est donc nécessaire que les deux parties travaillent en étroite collaboration, que les gouvernements associent les parties prenantes rurales à la création et à la mise en œuvre de la politique, et que les parties prenantes rurales soient habilitées à devenir des partenaires égaux face aux gouvernements ainsi qu'à prendre des initiatives favorables aux communautés rurales.

Dans cet esprit et sur la base de la longue expérience acquise par les parlements ruraux nationaux partout en Europe, la première réunion d'un parlement rural balkanique a été organisée par le réseau de développement rural de Serbie du 26 au 28 juin 2018 à Vrnjačka Banja (Serbie). Les plus de 60 participants ont apporté leur contribution à cette réunion et adopté la déclaration. Ces participants représentaient une grande diversité d'organisations de la société civile et de réseaux, mais aussi les autorités locales et centrales, la Commission européenne, des collectifs de jeunes, la communauté des donateurs et les médias.

Au cours de cette réunion, les réseaux nationaux de développement rural de tous les pays des Balkans occidentaux et de Turquie, ainsi que les organisations de la société civile, ont souligné l'importance du développement rural dans leurs pays et des activités de la société civile en faveur des communautés rurales et de l'amélioration de l'environnement pour un secteur rural plus dynamique.

L'attention des participants a aussi été attirée sur le rôle des réseaux internationaux de développement rural dans le contexte de la coopération sectorielle et intersectorielle. Lors de déplacements sur le terrain, les participants ont vu des exemples concrets d'activités économiques rurales. Ils ont ainsi visité des organisations de producteurs, des fermes individuelles (producteurs de fromage et de kaymak, producteurs de miel et autres produits apicoles, producteurs de fruits), des ménages fonctionnant selon des méthodes biologiques, des distilleries et des ménages touristiques, un musée de la vinification et une exploitation viticole familiale.

Les principaux thèmes débattus étaient: le rôle des jeunes et des femmes dans le développement rural; les circuits d'approvisionnement courts et le rôle des réseaux dans le cadre de l'instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD); l'entrepreneuriat social et la diversification des activités économiques dans les communautés rurales; l'utilisation de LEADER/DLAL pour un développement plus rapide des communautés rurales des Balkans; la culture et le patrimoine comme opportunités de développement rural. Ces thèmes se sont retrouvés dans la déclaration du premier parlement rural balkanique, qui évoque une grande diversité de sujets actuels:

- La reconnaissance du fait que les pays des Balkans occidentaux et la Turquie ont de bonnes chances de devenir des membres de l'Union européenne sur un pied d'égalité avec les autres, et ainsi de contribuer au développement socio-économique de l'Europe et de ses zones rurales.
- Un appel à ce que les Fonds européens soutenant le processus d'intégration dans l'UE des pays balkaniques en voie d'adhésion accordent davantage d'attention aux qualités spécifiques des zones rurales, aux facteurs qui affectent leur processus de développement et à la diversité régionale.
- La coopération régionale entre les actuels réseaux de développement rural qui relèvent du réseau de développement rural des Balkans représente une



base de qualité pour une approche participative et pour la défense des intérêts des communautés rurales.

- Les gouvernements et la société civile devraient reconnaître les besoins des jeunes et des femmes en milieu rural, y répondre et permettre à ces personnes de participer activement aux processus décisionnels et aux initiatives rurales.
- Les institutions européennes et gouvernementales de tous niveaux devraient, dans les limites des programmes de préadhésion, des programmes nationaux et des fonds disponibles, apporter un soutien plus résolu à la formation, à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en milieu rural.
- Les gouvernements et les institutions de l'UE devraient élaborer des mesures de soutien aux circuits d'approvisionnement collectifs courts, dans le cadre des mesures nationales et du programme IPARD.
- Le parlement rural balkanique reconnaît les améliorations à apporter en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les Balkans et en Turquie.
- Le parlement rural balkanique préconise vivement l'adoption d'une approche territoriale, intégrée et basée sur un partenariat à l'égard du développement rural. Les institutions et gouvernements des Balkans occidentaux et de Turquie devraient accélérer la mise en place d'un environnement favorable pour la mise en œuvre de LEADER / DLAL en étendant les financements, et adapter leurs règles et procédures aux besoins des communautés rurales, ainsi qu'adopter une approche réellement intégrée du développement local et de l'utilisation des divers fonds.

- La culture et le patrimoine des zones rurales revêtent une grande importance pour les Balkans occidentaux et la Turquie car ils permettent de préserver l'esprit des communautés rurales mais aussi parce que le secteur touristique en plein essor dans la région est basé sur la culture, le patrimoine, le tourisme rural, les produits et les savoirs locaux, autant de richesses qui permettront d'améliorer l'image de la région.

Cette déclaration s'adresse aux gouvernements et aux institutions intergouvernementales des pays des Balkans occidentaux, ainsi qu'aux parties prenantes qui peuvent contribuer au bien-être des communautés rurales de la région. Elle se veut aussi une contribution à la famille grandissante des parlements ruraux et aux préparatifs de la quatrième réunion du Parlement rural européen, qui se tiendra à Candas (Espagne) en 2019.

Le premier parlement rural balkanique a été appuyé au titre du projet ALTER (Active Local Territories for Economic development of Rural Areas – *Territoires locaux actifs pour le développement économique des zones rurales*), financé par l'UE.

i POUR EN SAVOIR PLUS

ALTER: www.balkan-noborder.com

Agro PLANETA, le magazine de l'agriculture et du développement rural: <http://cerd.ba/agro-planeta/>

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

Bioéconomie: réalité, attentes et obstacles au développement

Sandro Angiolini

La bioéconomie est un secteur à croissance rapide qui offre de nouvelles opportunités au secteur agricole et aux zones rurales.



Sandro Angiolini est un expert italien du développement rural
sanangioli@gmail.com

LA BIOÉCONOMIE DANS L'UE

En Europe, la bioéconomie est un secteur à croissance rapide, comme en témoigne l'attention politique croissante dont elle bénéficie: l'UE vient de publier sa stratégie révisée pour la bioéconomie⁽¹⁾ et plusieurs de ses États membres émettent en place des stratégies nationales en la matière et des initiatives sur le terrain. Des projets pilotes, comme la construction de nouvelles usines, la mise à l'essai de nouvelles méthodes de production et de traitement, ainsi que des initiatives visant à sensibiliser les acteurs et à renforcer la compétitivité des chaînes de valeur prometteuses, bénéficient d'appuis au titre de plusieurs programmes (p. ex. FEADER, FEDER, Horizon 2020 et LIFE).

La bioéconomie offre des opportunités au secteur agricole et aux zones rurales pour ce qui concerne la production de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux, de bioénergie et de nouveaux produits biologiques. L'utilisation des déchets agricoles, des cultures alternatives et des résidus forestiers pour produire de la bioénergie est probablement l'un des aspects les plus connus de la bioéconomie. Toutefois, ce secteur a un potentiel de création de valeur ajoutée pour les zones rurales qui va au-delà de la production de biomasse. L'on s'attend à ce que son développement ait pour effet de diversifier les activités économiques – en apportant de nouvelles sources de revenu et d'emploi aux zones rurales – et d'améliorer la durabilité environnementale des systèmes de production.

Cet article est consacré au développement de la bioéconomie dans les pays du sud de l'Europe et surtout à certains obstacles perçus par les producteurs de biomasse. Dans ces pays, la situation est souvent moins connue car le secteur de la bioéconomie de certains États membres du nord de l'UE est plus avancé. Pourtant, les pays du sud voient se réaliser de nombreuses initiatives émergentes de bioéconomie qui présentent un grand potentiel pour leurs zones rurales.

LA BIOÉCONOMIE DANS LES PAYS DU SUD EUROPÉEN

Dans le sud de l'Europe, le développement de la bioéconomie concerne surtout la bioénergie sous ses diverses formes (p. ex. le biogaz pour la production de chaleur et d'électricité, ou les biocarburants comme le biodiesel et le biométhane). Ce développement est largement stimulé par des incitations fiscales au niveau national qui subventionnent les sources d'énergie renouvelable, d'une part, et par les fonds des programmes de développement rural (PDR), surtout des mesures en faveur des investissements dans les actifs physiques et de la coopération, d'autre part.

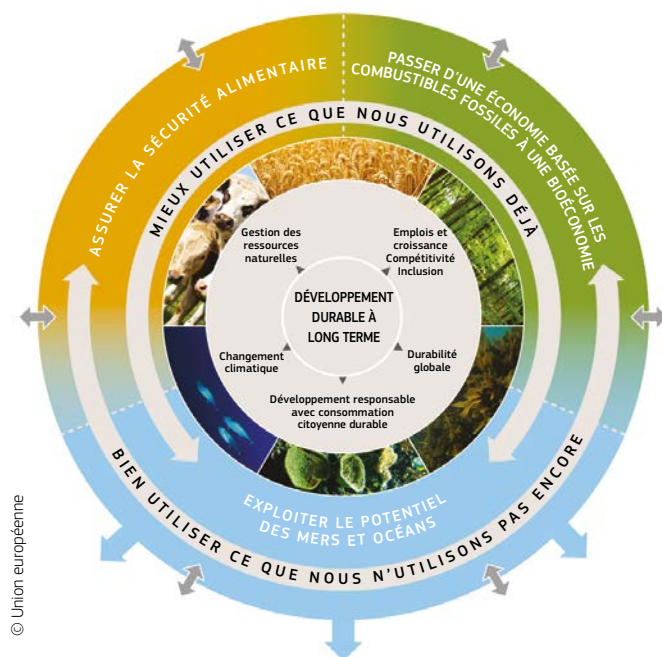
L'Italie et l'Espagne sont les pays où la bioéconomie est la plus développée, tant en termes de stratégies, de groupements/réseaux actifs que de nombres de projets. L'Italie, par exemple, compte déjà quelque 2 000 centrales de production de biogaz (généralement de 300 à 800 Kw), qui totalisent une capacité électrique d'environ 20 GWh. Dans ce pays, on dénombre aussi une douzaine de bioraffineries majoritairement consacrées à la production de bioplastiques, ainsi que plusieurs centres de R&D et usines de démonstration. L'Espagne, très active sur le front des projets pilotes, se centre plus sur les microalgues que les autres pays du sud.

Le Portugal semble s'être lancé résolument dans la bioéconomie, tandis que la Grèce progresse à plus petit pas, bien que des groupements et réseaux de bioéconomie soient déjà actifs dans les deux pays.

LES OBSTACLES POUR LES AGRICULTEURS ET LES PME RURALES

Il reste des obstacles qui limitent l'atteinte des bénéfices de la diversification et de la durabilité que les chaînes de valeur bioéconomiques peuvent offrir à l'Europe du sud.

(1) https://ec.europa.eu/research/bioeconomy/pdf/ec_bioeconomy_strategy_2018.pdf#view=fit&pagemode=none



© Union européenne

Ces obstacles varient selon la région et les acteurs concernés. Par exemple, des agriculteurs peuvent se montrer réticents à l'idée de travailler avec des produits biologiques parce qu'ils manquent de savoir dans ce domaine et veulent éviter une prise de risques. Les agriculteurs plus âgés sont parfois plus sceptiques à l'égard des innovations (seulement 6% des fermes de l'UE sont exploitées par des agriculteurs de moins de 35 ans). Des preuves de résultats positifs doivent être rassemblées pour inciter davantage d'agriculteurs à se lancer dans la bioéconomie.

Pour les agriculteurs qui décident d'explorer les possibilités de la bioéconomie, les difficultés peuvent consister à atteindre une échelle rentable et à trouver des marchés, selon le type de production. Différents modèles coopératifs entre agriculteurs, ainsi que des arrangements contractuels entre agriculteurs, transformateurs et acheteurs de produits biologiques peuvent contribuer à résoudre ces difficultés. Les stratégies nationales et régionales de bioéconomie doivent contenir une vision et un plan clairs concernant l'intégration des producteurs primaires dans les nouvelles chaînes de valeur bioéconomiques.

Étant donné que, dans les pays du sud de l'Europe, les petites fermes et les PME rurales ayant peu de capacité d'investissement représentent la majeure partie des aspirants entrepreneurs en bioéconomie, des financements adaptés pourraient s'avérer nécessaires. Les plans d'action pour le déploiement de stratégies de bioéconomie doivent inclure l'utilisation en synergie des instruments d'aide existants offerts par les PDR et d'autres Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI).

Des transferts de connaissances, des services de conseil et des mises à niveau des compétences sont nécessaires pour aider les agriculteurs à adapter leurs pratiques agricoles, par exemple

en pratiquant de nouvelles cultures, en combinant les cultures principales et les cultures intermédiaires ou en utilisant les technologies les plus modernes pour assurer une optimisation durable du volume de biomasse produit. L'acquisition de nouvelles compétences commerciales peut permettre aux producteurs primaires d'optimiser les processus de production de bioéconomie et de les intégrer dans le modèle économique qui sous-tend leur système agricole traditionnel. Ces producteurs pourraient aussi avoir besoin d'aide pour accéder aux régimes de soutien pertinents.

PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

L'UE a une vision claire de l'avenir de la bioéconomie, reposant sur les principes de l'économie circulaire, notamment : priorité à l'alimentation; rendements de cultures durables; application totale de l'approche en cascade dans un système de production efficace en ressources; diversité des pratiques en fonction de cultures et de contextes distincts⁽²⁾. Une période de transition doit s'écouler avant qu'un secteur bioéconomique bien structuré arrive à maturité, et les caractéristiques d'une telle transition doivent encore être façonnées par les principales parties prenantes, comme les décideurs politiques, les industries et les agriculteurs. Les stratégies de bioéconomie de l'UE et des pays devraient être les clés du dynamisme de ce processus. L'ambition commune est que, d'ici à 2030, le secteur de la bioéconomie devienne le moteur de l'économie européenne.

Afin de gérer correctement cette transition, une série d'actions est nécessaire à tous les niveaux, depuis le renforcement de la sensibilisation des parties prenantes jusqu'à une gestion plus active de l'offre et de la demande de produits de la bioéconomie. L'UE et ses États membres peuvent accélérer la demande du marché en utilisant divers instruments réglementaires, tels que les règles de passation des marchés publics, la normalisation et l'étiquetage approprié des produits biologiques. Ils peuvent encourager l'implication des agriculteurs en améliorant l'accès aux financements à travers les subventions, les instruments financiers ou une combinaison des deux, y compris dans le cadre des plans stratégiques de la future politique agricole commune (PAC). En plus de la nécessité d'abolir les obstacles évoqués ci-dessus, il faut que les résultats des projets de recherche et d'innovation ayant bénéficié d'investissements substantiels de l'UE soient rendus accessibles pour les agriculteurs et les autres acteurs de la chaîne de valeur.

Le REDR a constitué un groupe thématique (GT) sur le thème « Généraliser la bioéconomie » afin d'examiner les approches qui optimisent les bénéfices de la bioéconomie dans les zones rurales. Ce GT, qui a commencé à travailler en septembre 2018 et restera actif jusqu'en juin 2019, identifiera les moyens d'utiliser les PDR et d'autres instruments pour soutenir le développement de chaînes de valeur de bioéconomie durable dans les zones rurales.

(2) Pour plus d'informations sur le concept d'économie circulaire, voir « Sustainable Agriculture, Forestry and Fisheries in the Bioeconomy – A Challenge for Europe », Commission européenne, direction générale de la recherche et de l'innovation, 2015: <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/7869030d-6d05-11e5-9317-01aa75ed71a1>

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

Penser la PAC

Rogier van den Brink

L'agriculture s'est révélée être un moteur de croissance inclusive dans l'UE.



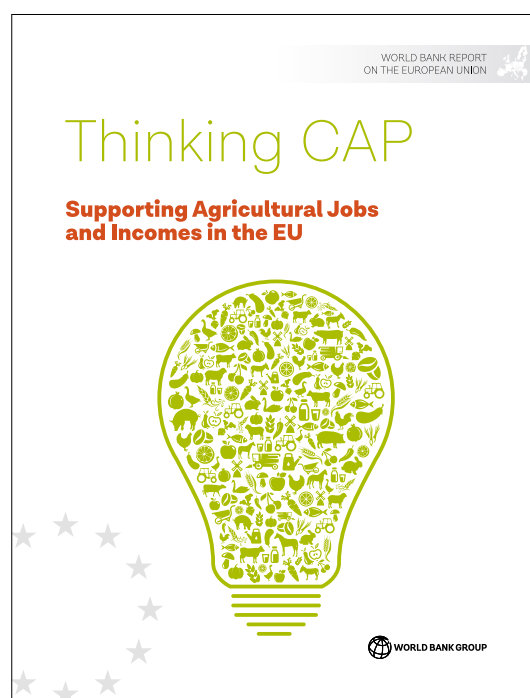
Rogier van den Brink, économiste en chef pour les États membres de l'UE, la macroéconomie et la gestion fiscale, région Europe et Asie centrale, Banque mondiale
rvandenbrink@worldbank.org

Depuis le cultivateur de tulipes néerlandais qui exporte ses fleurs vers les capitales du monde jusqu'à la veuve roumaine qui vend des légumes à prix d'ami à ses voisins, les effets de la politique agricole commune (PAC) de l'UE sont perceptibles un peu partout et dans des domaines variés. Le budget annuel de la PAC, une cinquantaine de milliards d'euros, finance plus de 40 millions de transactions chaque année, qui se font au bénéfice d'environ 7 millions d'agriculteurs et représentent approximativement 46 % des revenus agricoles perçus dans l'UE.

Mais pourquoi se soucier de l'agriculture si sa part du produit intérieur brut (PIB) se réduit à une peau de chagrin et que son taux d'emploi continue à diminuer ? Les pauvres ne sont-ils pas mieux lotis dans les villes en développement rapide ? L'agriculture ne limite-t-elle pas les possibilités de croissance et, en conséquence, la réduction de la pauvreté ?

Cela dépend, avance un récent rapport de la Banque mondiale consacré à l'Union européenne. À l'échelle internationale, le rôle essentiel joué par l'agriculture dans la transformation structurelle de la ferme en une entreprise est largement reconnu. Alors que l'agriculture n'est habituellement pas un secteur qui entraîne une croissance économique générale, le type de croissance qu'elle génère est souvent inclusif: elle réduit la pauvreté plus efficacement que la croissance issue des autres secteurs. Dans environ la moitié des États membres de l'UE, les zones agricoles ne sont plus synonymes de pauvreté.

Ces pays – à la fois des États membres récents et plus anciens – ont créé les conditions fondamentales rendant l'agriculture rentable en construisant des routes pour acheminer les produits agricoles vers les marchés, en garantissant les droits de propriété pour permettre aux propriétaires de réaliser des investissements de longue durée sur leurs terres, en organisant des services de conseil adéquats pour veiller à l'utilisation de techniques agricoles modernes et efficaces, et en facilitant l'accès à la santé et à la formation dans les zones rurales pour que les agriculteurs et leurs enfants disposent des



© Banque mondiale

ressources pour réussir dans l'agriculture ou trouver du travail en dehors de ce secteur. De plus, les agriculteurs eux-mêmes se sont organisés afin de renforcer leur pouvoir de négociation, améliorer leur accès au crédit, obtenir de meilleures informations sur les nouveaux marchés et les technologies modernes et s'assurer de l'efficacité des aides publiques.

Une fois que ces conditions ont été réunies, la PAC a découplé les paiements, et l'aide aux investissements ruraux a été associée à la réduction de la pauvreté dans les zones agricoles ainsi qu'au maintien d'emplois productifs pour les familles ayant choisi de rester engagées dans l'agriculture. Aujourd'hui, dans bon nombre de communautés rurales, l'agriculture rentable et productive est un catalyseur qui met les personnes sur la voie d'emplois de meilleure qualité, de salaires plus élevés et d'une meilleure qualité de vie. Un peu partout dans l'UE, mais en particulier dans les États membres les plus récents, l'écart entre les revenus de l'agriculture et ceux d'autres secteurs est en recul.



Néanmoins, il n'y a pas que de bonnes nouvelles. Dans l'autre moitié des États membres, l'agriculture continue à être associée à la pauvreté. Le rapport dont nous parlons décrit ces pays comme des « transformateurs incomplets ». Dans ces États membres, la PAC doit mettre les bouchées doubles et les gouvernements doivent faire plus pour créer les conditions fondamentales propres à rendre l'agriculture rentable. Il faut pour cela aligner d'autres programmes, tant nationaux qu'europeens, pour aider à créer ces conditions. Car si le secteur manque de rentabilité générale, les subventions de la PAC risquent d'être gaspillées pour des projets « vitrines » qui n'ont rien de durable. En outre, les subventions couplées de la PAC ne montrent que peu ou pas d'association avec les tendances positives en matière de productivité et de pauvreté constatées par le rapport.

Pour les transformateurs connaissant la réussite dans les États membres plus récents, il semble que la majorité des conditions fondamentales soient en place et que l'agriculture puisse être un secteur pourvoyeur d'emplois raisonnablement attrayants. Les paiements découplés du Pilier I sont importants pour assurer des revenus réguliers et des investissements accrus dans les exploitations par des agriculteurs qui autrement se montreraient frileux face au risque. Sans ces paiements de la PAC, cette aversion au risque risquerait de pousser les agriculteurs à sous-investir dans leur exploitation.

Pour les transformateurs connaissant la réussite dans les États membres plus anciens, la justification des paiements découplés perd de sa force quand les revenus et les prix des terres augmentent. Les aides du Pilier II peuvent fournir d'importants investissements, de nature tant privée que collective.

Enfin, au cours des visites sur le terrain réalisées dans le contexte du rapport, on a constaté que les agriculteurs, tout en reconnaissant le bien-fondé et la nécessité des contrôles et audits, se plaignaient souvent de la quantité et de la nature des paperasses à remplir

à cette occasion. Cela s'explique par le fait qu'un grand nombre des conditions à remplir par les agriculteurs étaient axées sur le respect de processus et les évaluations ex ante de l'exploitation et de ses projets, non sur l'obtention de résultats ex post. Étant donné que les agriculteurs efficaces doivent être capables d'ajuster constamment leur activité, y compris l'éventail de cultures, aux changements de la météorologie et du marché, ils préféreraient rendre des comptes sur le résultat final plutôt que de devoir préciser si leurs plans et propositions ont été réalisés de la manière exacte exigée par la bureaucratie. Par exemple, même des agriculteurs très expérimentés et instruits ont souvent dû payer les services de consultants agréés par la bureaucratie pour élaborer leurs propositions de projets. Avec les progrès rapides en matière de collecte de données, de télédétection et d'agriculture numérique, il est de plus en plus facile de répondre positivement aux demandes des agriculteurs pour plus de flexibilité en échange de plus de redevabilité concernant les résultats.

En conclusion, la PAC peut être un instrument puissant et de grande portée pour réduire la pauvreté et stimuler les revenus, pour autant qu'elle s'inscrive dans un processus de transformation structurelle effective. De cette façon, l'expérience de l'Europe peut être cohérente avec celle des autres pays. En même temps, l'UE et son principal instrument de développement agricole, la PAC, offrent au reste du monde des connaissances précieuses sur la façon d'utiliser les subventions agricoles avec la plus grande efficacité.

POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport « Thinking CAP » :
<http://pubdocs.worldbank.org/en/369851513586667729/Thinking-CAP-World-Bank-Report-on-the-EU.pdf>

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

Toucher les jeunes agriculteurs multifonctionnels

Grazia Valentino, Massimiliano Schiralli et Giuseppe Gargano

RuralGOOD, un nouveau projet interactif du réseau rural national (RRN) italien, a pris en charge quelque 500 étudiants des instituts techniques agricoles de la région des Pouilles afin de les rapprocher du monde de l'agriculture.



Grazia Valentino, Massimiliano Schiralli et Giuseppe Gargano sont chercheurs au Centre de recherche pour les politiques agricoles et la bioéconomie du Conseil de la recherche et de l'économie agricoles (CREA-PB)
grazia.valentino@crea.gov.it
massimiliano.schiralli@crea.gov.it
giuseppe.gargano@crea.gov.it

S'ADRESSER À LA NOUVELLE GÉNÉRATION

Rural4Learning est un projet lancé par le réseau rural national (RRN) italien dans le but de tisser un lien plus étroit entre l'agriculture et la société à travers une série d'initiatives s'adressant aux étudiants. Il vise à mieux faire connaître les politiques de développement rural et à orienter les jeunes vers les métiers agricoles.

L'une de ces initiatives est le projet RuralGOOD, dans les Pouilles, qui a été développé par la région dans le cadre du plan de communication de son programme de développement rural (PDR), financé au titre de l'assistance technique (Mesure 20) et mis en œuvre avec le soutien du CREA-PB, l'organisation de recherche italienne spécialisée dans les circuits d'approvisionnement agroalimentaires.

Ce projet, réalisé au premier semestre de 2018, a impliqué environ 500 étudiants de 12 instituts techniques agricoles. Ces étudiants d'écoles secondaires de 17 ans ont reçu une introduction convaincante à l'agriculture multifonctionnelle, avec notamment des exemples réels de sa capacité à apporter une rentabilité accrue et une meilleure qualité de vie pour la nouvelle génération d'agriculteurs.

Pour l'ensemble du projet, un modèle de communication simple, direct et démocratique a été retenu. Un modèle qui a privilégié une interaction et une participation continues des étudiants afin de stimuler le dialogue et le débat, voire la critique du potentiel des diverses activités agricoles.

Le thème de la multifonctionnalité a été choisi car il se trouve au cœur de la stratégie du PDR et bénéficie de l'appui d'un ensemble de mesures visant à encourager le développement d'activités non agricoles et d'autres interventions dans le domaine

Qu'est-ce que la multifonctionnalité ?

Avec la multifonctionnalité, le secteur agricole se met au service des communautés en reflétant la richesse de ses traditions et de sa diversité. Son rôle consiste non seulement à produire des aliments mais aussi à garantir la viabilité de la campagne en tant que lieu de vie et de travail et environnement à part entière.

Source: www.multifarmeuproject.eu

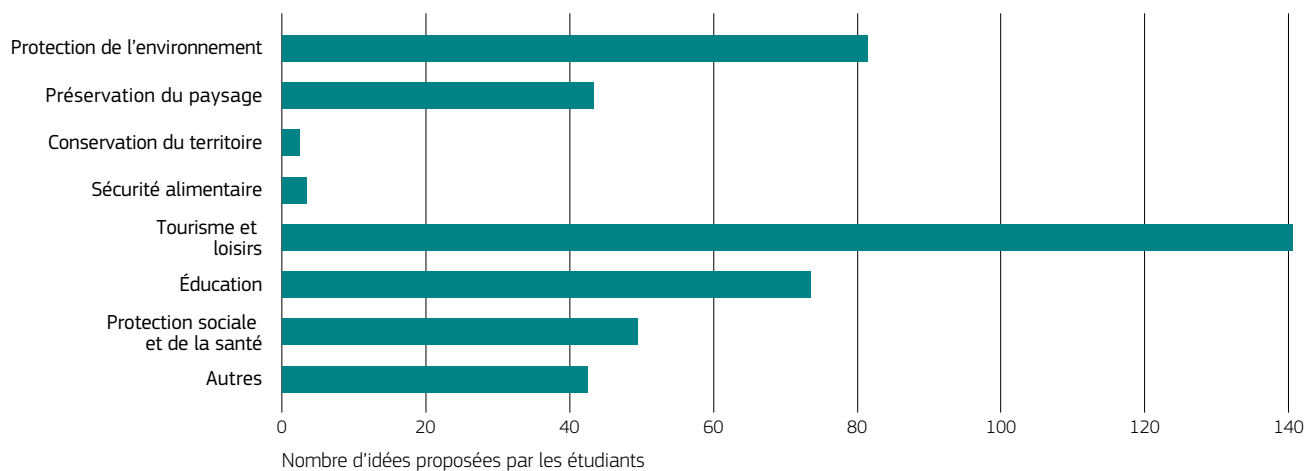
environnemental, notamment de la biodiversité, de la production intégrée et de l'agriculture biologique. De plus, la multifonctionnalité est considérée comme un thème capable d'encourager les jeunes à imaginer et interpréter l'activité agricole de façon plus large et, au final, de susciter un intérêt pour ce qui pourrait devenir leur principale activité professionnelle à l'avenir, au-delà de la production alimentaire.

UNE APPROCHE PARTICIPATIVE

Le projet RuralGOOD s'est articulé en deux phases. La première phase, en classe, était consacrée à la présentation des thèmes de l'initiative et à la réalisation d'un atelier interactif avec les étudiants. La seconde phase s'est déroulée dans l'une des huit fermes retenues comme les plus intéressantes en termes de fonctions et d'activités.

Les activités menées en classe ont permis de présenter aux étudiants les principaux concepts liés à la mise en œuvre de la politique agricole commune (PAC) et à la multifonctionnalité. Les interventions

Figure 1.

Fonctions de l'agriculture autres que la production alimentaire

pédagogiques ont été complétées par une série de films courts réalisés lors des éditions précédentes du projet. Dans ces vidéos, des fermiers expliquent comment ils vivent la diversification de leur activité économique, l'adoption de méthodes de production durables du point de vue environnemental, l'intensification des liens avec le territoire, ainsi que la créations de réseaux entre les entreprises, les institutions et l'ensemble du territoire.

L'exposé sur le concept de multifonctionnalité a montré aux étudiants la diversité de rôles que les agriculteurs peuvent jouer. Les rôles soulignés sont notamment ceux qui consistent à garantir la sécurité alimentaire, protéger l'environnement, préserver le paysage et ses caractéristiques hydrogéologiques, ainsi que les aspects sociaux, récréatifs et didactiques des fermes.

LABORATOIRES D'ÉTUDE ET VISITES DE FERMES

L'interactivité et le dialogue avec les étudiants ont été spécialement recherchés dans les « laboratoires didactiques » utilisés pour interpréter la forme et la fonction sous lesquelles

l'agriculture pourrait se présenter dans l'imaginaire collectif. Chaque groupe de travail, comptant de 15 à 20 étudiants, a dû imaginer quelles activités il voulait entreprendre dans sa ferme, en plus des travaux « traditionnels ».

Cet exercice en laboratoire a aidé les étudiants à exprimer leurs connaissances, besoins, idées et perceptions. Des cartes conceptuelles et des débats très animés menés avec les étudiants ont encouragé la compréhension et l'évaluation de la signification, des implications et des effets des propositions individuelles.

La figure 1 indique la répartition des propositions formulées par les étudiants lors des sessions de travail en laboratoire. Ces propositions ont été regroupées en huit types de fonctions agricoles: protection de l'environnement; préservation du paysage; conservation du territoire; sécurité alimentaire; tourisme et loisirs; éducation; protection sociale et de la santé; autres fonctions.

L'activité multifonctionnelle la plus populaire parmi les étudiants était liée aux fonctions de tourisme et loisirs (p. ex. «bed and



breakfast», camping à la ferme, espaces bien-être, dégustation de produits locaux, activités sportives et musicales), suivies de la fonction environnementale (p. ex. production d'énergies renouvelables et agriculture biologique) et de la fonction éducative (p. ex. fermes didactiques, garderies à la ferme). Les possibilités d'investir dans les relations sociales et donc d'améliorer l'activité commerciale ont été largement évoquées (p. ex. réunions et collaborations avec des écoles, des organisations sans but lucratif, les consommateurs, coopération avec des entreprises et institutions, réseaux sociaux).

Pour avoir une image concrète des idées évoquées pendant la phase du projet menée en classe, les étudiants ont ensuite visité huit fermes dont les activités se rattachent à ces idées. Ces visites ont permis aux jeunes d'échanger leurs impressions avec des agriculteurs qui ont adopté une approche multifonctionnelle et diversifié leurs flux de revenus. Ces agriculteurs ont, outre la production et la transformation de matières premières, diversifié leurs activités en se lançant, par exemple, dans la vente directe et en ligne, les activités éducatives et culturelles, la restauration, les services de loisirs ou la

production de bioénergie. En fin de projet, les étudiants participants ont réalisé de brèves interviews en vidéo afin de donner leur avis sur la multifonctionnalité.

L'évaluation des incidences de l'ensemble de l'initiative sur les étudiants sera effectuée à partir des réponses fournies lors des ateliers d'apprentissage. Le nombre et surtout la profondeur des « messages » individuels laissés par ces jeunes lors des séances de laboratoire, bien qu'exprimant certaines craintes, montrent clairement leur désir de s'impliquer en tant que membres d'une nouvelle génération d'agriculteurs multifonctionnels.

POUR EN SAVOIR PLUS

RRN italien: www.rural4learning.it

CREA: www.crea.gov.it

PDR de la région des Pouilles:
<http://psr.regione.puglia.it/>

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

La Géorgie à l'ère du développement rural

Gaya Ducceschi

La communauté du développement rural se renforce et recherche des opportunités de coopération.



Gaya Ducceschi,
analyste des
politiques, Point de
contact du REDR
[Gaya.Ducceschi@
enrd.eu](mailto:Gaya.Ducceschi@enrd.eu)

Le développement rural joue un rôle de plus en plus important en Géorgie. En août 2018, au cours de ma visite que j'ai rendue en Géorgie – à Batumi, dans la région d'Ajara, et à la capitale Tbilissi –, j'ai eu l'occasion de voir directement à quel rythme la communauté du développement rural s'y organise.

Au nom du Point de contact (PC) du REDR, j'ai participé à une réunion du Réseau géorgien de développement rural (GRDN). Le GRDN a été créé avec le soutien du Programme du voisinage européen pour l'agriculture

et le développement rural (ENPARD) – voir encadré. Cette réunion du GRDN, qui a réuni des acteurs ruraux tels que des groupes d'action locale (GAL) et des organisations non gouvernementales (ONG) actives dans le pays – comme Caritas Int, CARE et USAID – était centrée sur le travail en réseau et le renouvellement des générations.

Les représentants du ministère géorgien de l'agriculture présents à l'événement considèrent le modèle du réseau rural national (RRN) comme l'outil politique

de développement rural le plus efficace de l'UE. Le GRDN, qui fait office de RRN en Géorgie, devrait agir comme une plateforme de dialogue et de coopération pour toutes les parties prenantes rurales clés et ainsi assurer leur implication plus large dans la mise en œuvre de la stratégie géorgienne de développement rural. Dans le but de tirer parti de l'expérience d'autres réseaux ruraux, le GRDN est en contact avec le PC du REDR et avec tous les RRN de l'UE.

GALAG, AMAGI ET AGRONAVTI

Au-delà des RRN, des GAL sont appuyés par l'UE dans huit municipalités de Géorgie. Ils ont d'ailleurs déjà formé une association, le «GALAG». Les GAL et leur GALAG attendaient leur reconnaissance officielle comme entités légales lorsque je me trouvais en Géorgie. Ils sont également en train de préparer l'avenir: des

représentants de l'Association européenne Leader pour le développement rural (ELARD) se sont rendus en Géorgie pour rencontrer des membres du GALAG.

L'«Amagi» est un exemple intéressant d'initiative ascendante de développement rural en Géorgie. Il existe 46 Amagi impliquant plus de 700 citoyens de plus de 300 villages. Les membres des *Amagi* travaillent bénévolement pour aider le gouvernement local à établir les priorités de l'agenda local du développement.

La technologie n'est pas en reste. L'Organisation des agriculteurs géorgiens (GFA) a développé «Agronavtian», une application qui encourage un circuit d'approvisionnement plus équitable en permettant aux agriculteurs de vendre leurs produits directement à un vaste réseau d'entreprises du secteur de l'hôtellerie et de la restauration.



© ENPARD Georgia

DES VOISINS AMICAUX

L'UE soutient le développement rural en Géorgie à travers son Programme du voisinage européen pour l'agriculture et le développement rural (ENPARD). Poursuivant un objectif de réduction de la pauvreté rurale, ENPARD est mis en œuvre depuis 2013, avec un budget total de 179,5 millions d'euros.

La première phase d'ENPARD visait le développement du potentiel agricole national, et les deuxième et troisième phases étaient centrées sur la création d'opportunités économiques pour la population rurale allant au-delà des activités agricoles. Ce programme cherche à donner un second souffle aux secteurs agricole et rural en coopération avec le gouvernement, la société civile et la communauté rurale.

www.enpard.ge

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

Une nouvelle vie pour les bâtiments

European Landowners' Organization (ELO)

Le projet Erasmus + est une vitrine pour des approches entrepreneuriales de la réutilisation des bâtiments agricoles.



European
Landowners'
Organization
(ELO)

legal@elo.org

REVAB – Réutilisation et valorisation des bâtiments agricoles à travers une formation basée sur des expériences réelles – est un projet Erasmus + qui a clôturé ses activités en 2018. Conçu pour faciliter l'échange de bonnes pratiques, le projet REVAB a développé un système de formation gratuit et libre d'accès concernant les approches entrepreneuriales de la réutilisation des bâtiments agricoles.

En rassemblant des exemples de la vie réelle – trouvés en Bulgarie, en Allemagne, en Italie, en Pologne et en Espagne – d'entrepreneurs ruraux qui ont donné une nouvelle utilisation à des bâtiments agricoles, REVAB encourage les gens à réfléchir aux possibilités de réutiliser leurs bâtiments.

Dans les zones rurales, les bâtiments agricoles désaffectés sont une composante importante du patrimoine bâti et sont souvent liés aux traditions locales et à l'identité des territoires environnants, cela en raison des activités qu'ils abritaient autrefois. Donner une nouvelle fonction à ces bâtiments est un excellent moyen de leur insuffler une seconde vie et de permettre aux entrepreneurs ruraux de générer des revenus supplémentaires.

Les modules de formation REVAB guident les apprenants à travers les diverses étapes à atteindre pour réaliser un projet de réutilisation. Ces étapes comprennent le développement de l'idée de départ et de son lien avec l'exploitation agricole existante, le financement, les contacts locaux potentiels, ainsi que les aspects administratifs et juridiques. Les modules de formation sont intégrés aux enseignements tirés de 16 études de cas de personnes ayant entrepris un vaste éventail de projets de ce type. Par exemple, une Bulgare a transformé un garage délabré et inutilisable en une pharmacie, où les villageois peuvent maintenant acheter des fournitures médicales de base. Un autre exemple nous vient de Toscane, où un couple italien a reconverti une ferme abandonnée pour y aménager des appartements touristiques, un restaurant et un magasin de produits agricoles.

La contribution de REVAB a été récemment soulignée dans l'avis du Comité économique et social européen

(CESE) sur «La contribution des zones rurales d'Europe à 2018, l'Année européenne du patrimoine culturel en vue de garantir la durabilité et la cohésion entre zones urbaines et zones rurales».



© REVAB

Une grange de remise en forme

Étude de cas de REVAB

Après avoir travaillé dans la ferme familiale, Andras Lackmann, habitant de Glandorf (Allemagne) a entrepris une reconversion professionnelle pour devenir kinésithérapeute. Ayant décidé de s'établir à son compte, il a aménagé des installations sportives modernes dans une ancienne grange qui avait été utilisée pour entreposer des machines et élever du bétail.

Il a divisé la grange en deux parties: une zone non chauffée pour l'entraînement sportif et une zone chauffée pour les soins. Le cachet d'architecture traditionnelle de cette ancienne grange confère une atmosphère accueillante aux installations, qui plaisent beaucoup aux clients.

Le cabinet de kiné étant situé à la campagne, cela motive les clients qui le fréquentent à faire plus d'activités à l'extérieur, qu'il s'agisse d'exercices de force (par exemple à l'aide de pneus de tracteur), de yoga en plein air ou de footing. Il est prévu d'agrandir la salle de sport au deuxième étage de la grange et d'aménager un autre bâtiment.

POUR EN SAVOIR PLUS

Projet REVAB:
www.revab-erasmus.eu

Rapport du CESE:
www.eesc.europa.eu/en/our-work/opinions-information-reports/opinions/contribution-europes-rural-areas-2018-year-cultural-heritage

INTRODUCTION

Une communication efficace

Les réseauteurs du développement rural adoptent les dernières technologies numériques et perfectionnent des techniques éprouvées en matière de travail en réseau afin de mener avec plus d'efficacité leurs activités de communication. Cette édition du magazine « Rural Connections » dévoile les pistes de réflexion du moment et décrit certaines pratiques de communication inspirantes qui soutiennent la mise en œuvre de la politique de développement rural.

Les techniques de communication appliquées par les praticiens du développement rural ont évolué depuis le début de la période de programmation actuelle. L'article 54, paragraphe 3, du règlement sur le développement rural⁽¹⁾ précise que les réseaux ruraux nationaux (RRN) doivent avoir un plan de communication pour guider leurs activités, mais laisse toute liberté aux réseauteurs de choisir ce qu'ils veulent communiquer et les moyens à utiliser pour ce faire.

Les techniques de communication appliquées par les praticiens du développement rural ont évolué depuis le début de la période de programmation actuelle. L'article 54, paragraphe 3, du règlement sur le développement rural précise que les réseaux ruraux nationaux (RRN) doivent avoir un plan de communication pour guider leurs activités, mais laisse toute liberté aux réseauteurs de choisir ce qu'ils veulent communiquer et les moyens à utiliser pour ce faire.

En juin 2018, un atelier du REDR a rassemblé les acteurs en charge des tâches de communication sur le développement



© Freepik

rural au sein des RRN – essentiellement les représentants des Cellules d'animation des réseaux nationaux – pour leur permettre d'échanger leurs avis sur les pratiques les plus récentes et de découvrir ce que d'autres font pour améliorer leurs activités de communication au niveau tant national qu'europpéen. Ce thème a suscité un vif intérêt, comme en témoignent les plus de 70 participants réunis pour apprendre des choses les uns des autres.

Dans l'ensemble du REDR, les réseauteurs adoptent avec enthousiasme les nouvelles technologies et cherchent à améliorer leurs techniques de communication. Quel que soit le canal de communication qu'ils utilisent, leur objectif est de montrer de l'efficacité en: augmentant la participation des parties prenantes à la mise en œuvre de la politique de développement rural; améliorant la qualité de mise en œuvre des programmes de développement rural (PDR); informant les bénéficiaires potentiels des possibilités de financement; et en favorisant l'innovation dans les zones rurales.

Puisant de l'inspiration dans cet atelier du REDR, la présente section thématique souligne les pratiques les plus modernes appliquées aujourd'hui dans le domaine du développement rural. Elle met en évidence les approches utiles qui permettent de développer une

stratégie de communication, de créer des contenus intéressants et d'évaluer l'effort de communication.

Une étude de cas sur la façon dont la Cellule d'animation du réseau rural finlandais utilise des « personas » pour créer une communication centrée sur l'utilisateur, et l'interview d'un praticien montrant comment la DG AGRI communique sur les réseaux sociaux: voilà de quoi nous donner une idée des défis que les praticiens de la communication rencontrent et des solutions qu'ils trouvent pour les relever. Nous examinerons également diverses pratiques inspirantes en provenance de Belgique, d'Estonie, d'Italie et de Suède.

Avez-vous vécu une expérience de communication couronnée de succès qui pourrait inspirer d'autres acteurs ? Si oui, n'hésitez pas à contacter le REDR à l'adresse publication@enrd.eu pour nous en parler en détail !

POUR EN SAVOIR PLUS

Atelier du REDR sur la communication des RRN:

https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-workshop-nrn-communication_fr

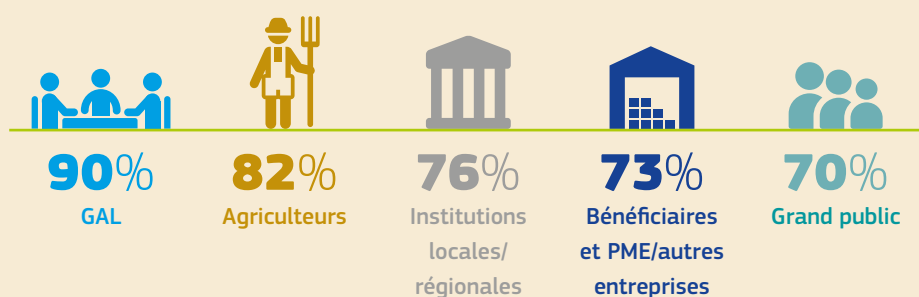
(1) Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32013R1305>

La communication dans les réseaux

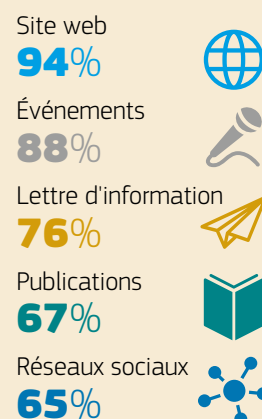
L'enquête réalisée en mai 2018 par le REDR auprès des réseaux ruraux nationaux (RRN), à laquelle 27 des 32 Cellules d'animation des réseaux nationaux ont répondu, met en évidence les pratiques de communication appliquées actuellement dans ces réseaux.

Groupes cibles

Les cinq principaux groupes cibles des RRN



Canaux de communication les plus utilisés



Type d'information par groupe cible

Groupes cibles	Possibilités de financement du PDR	Offres de coopération	Actualités et événements nationaux	Exemples de projets de qualité	Bénéfices de la politique
Groupes d'action locale (GAL)					
Agriculteurs					
Institutions locales/régionales					
Bénéficiaires des projets et PME/autres entreprises rurales					
Grand public					

À LA UNE... COMMUNICATIONS

REPORTAGE

Combinaison gagnante

Aujourd'hui, les réseateurs du développement rural disposent de canaux de communication plus variés que jamais. Avec l'amélioration des technologies, les webinaires, le podcasting et les réseaux sociaux offrent de nouvelles possibilités plus attrayantes les unes que les autres. Toutefois, plus de choix n'implique pas nécessairement plus d'efficacité. Pour décider d'un mode d'action et du choix des techniques de communication, il reste essentiel de connaître son public.

En juin 2018, un atelier du REDR a rassemblé un groupe de communicateurs des RRN pour leur permettre d'échanger leurs réflexions en la matière. L'un des messages clés formulés lors de cet événement soulignait la nécessité pour les communicateurs de combiner les canaux de communication avec un maximum de cohérence par rapport à leur situation et leurs objectifs spécifiques. Les outils de communication qui ont fait leurs preuves continueront à jouer un rôle important dans le développement rural, qui doit aussi miser sur les nouvelles possibilités numériques. La présente section décrit certaines bonnes pratiques qui ont été présentées lors de l'atelier du REDR.

JOURNÉE PORTES OUVERTES (ESTONIE)



© Estonian Network Support Unit

La Journée portes ouvertes à la ferme est une foire annuelle qui assure, avec une grande efficacité, la promotion des produits locaux et sensibilise le grand public à la vie rurale en Estonie. C'est un bel exemple d'une initiative isolée qui a ensuite été portée à grande échelle. Une initiative locale qui a grandi jusqu'à devenir un événement à l'échelle nationale.

La Cellule d'animation du réseau rural national a travaillé en collaboration étroite avec le ministère estonien des affaires rurales pour associer davantage les groupes d'action locale (GAL) et les associations d'agriculteurs à cette initiative, dans un but de sensibilisation et d'augmentation du nombre de fermes participant à la Journée portes ouvertes.

C'est en 2012 que deux GAL ont commencé à organiser des visites annuelles pour promouvoir leurs fermes locales, leurs produits et leurs petites entreprises. Ils s'étaient inspirés du cas de l'île d'Åland (Finlande), dont les habitants réalisent ce type d'événement depuis 21 ans.

Voyant dans cette pratique un potentiel en termes de communication, la Cellule d'animation a jugé qu'il serait excellent de l'étendre à tout le pays. C'est ainsi que la première Journée portes ouvertes à la ferme a été organisée à grande échelle en 2015. Le ministère des affaires rurales a prêté son concours afin d'accroître la visibilité de cette initiative et d'y associer plus d'acteurs. Avec presque 150 fermes participantes et 45000 visiteurs, le succès a été au rendez-vous. La Journée portes ouvertes à la ferme a été organisée chaque année depuis lors.

« C'est la meilleure initiative organisée par l'État car elle a une influence énorme sur l'image des zones rurales. »

Un agriculteur participant

La Cellule d'animation du réseau rural national considère ce type d'événement comme une occasion de présenter et de promouvoir le programme de développement rural (PDR) auprès du grand public, mais aussi d'y associer les agriculteurs et la population locale

concernée. Le rôle du ministère est crucial: il est le principal organisateur et assure la communication avec les médias; pour promouvoir l'événement, il produit le matériel d'appui tel que les clips vidéo et les brochures.

Pour l'édition 2018, 296 fermes ont ouvert leurs portes à plus de 160 000 visiteurs. L'événement suscite des éloges car il constitue une importante vitrine pour la promotion de la vie et des zones rurales et fait connaître les nombreuses possibilités offertes par celles-ci. L'édition de cette année comprenait un concours de photos: les visiteurs ont pu partager les photos de leur visite sur la page Facebook de l'événement et ainsi avoir une chance de remporter un

prix. Dans le but de réaliser une évaluation complète des résultats et de l'impact de l'événement, la Cellule d'animation a tenu des séminaires de feed-back et des réunions avec les agriculteurs et la population locale impliqués dans l'organisation, et le ministère reçoit en ligne les appréciations des visiteurs.

« C'était une bonne occasion de visiter les fermes du coin et de voir qu'il est possible d'y acheter des produits locaux. »

Un visiteur

Assurer la coordination avec les agriculteurs, les associations paysannes et la population locale pour établir les programmes, le

matériel de promotion et les activités de diffusion demande beaucoup de travail et de temps, mais cela en vaut la peine car les résultats dépassent les attentes de toutes les personnes concernées.

POUR EN SAVOIR PLUS

Site web de la Journée portes ouvertes à la ferme:
www.avatudtalud.ee/en

Page Facebook: www.facebook.com/events/1753794027964630/

Vidéo de promotion: www.youtube.com/watch?v=L9klHnSDXfU

PLANIFIER POUR RÉUSSIR (ITALIE)

L'autorité de gestion (AG) de la Vénétie, région du nord-est de l'Italie, a décidé d'augmenter de façon substantielle les ressources qu'elle affecte à la communication. Son plan de communication détaillé fait maintenant une large part au suivi et à l'évaluation.

Afin d'atteindre ses objectifs stratégiques, l'AG de la Vénétie a mis en place un plan ambitieux pour ses activités de communication. L'AG avait déjà établi une stratégie de communication définissant les objectifs de l'ensemble de la période de programmation. En effet, le règlement d'exécution 808/2014⁽¹⁾ sur le FEADER demande à toutes les AG d'avoir une stratégie d'information et de publicité pour leur programme de développement rural (PDR). Non contente de satisfaire à cette exigence, l'AG de la Vénétie a décidé de dynamiser ses activités de communication. Le résultat de cette initiative est le plan de communication opérationnel (*Piano di Comunicazione* – PdC) 2017 - 2020, qui précise les moyens concrets à utiliser pour atteindre les objectifs stratégiques.



© Piano di Comunicazione

Le budget alloué au PdC dépasse le million d'euros, soit une augmentation de 35% des dépenses de communication en comparaison avec la précédente période de trois ans.

Ce plan a été élaboré sur la base des résultats d'une analyse approfondie du public cible. Les trois principaux groupes cibles du PDR – citoyens, bénéficiaires actuels et potentiels, parties prenantes – ont été analysés par une agence externe de recherche sociale et de marketing. Le

PdC prend en compte le contexte spécifique dans lequel l'AG de la Vénétie opère, les besoins et attentes de son public, et définit des objectifs clairs et quantifiables.

« Une stratégie de communication qui ne reposerait pas sur une collecte préalable de données objectives ne serait ni utile ni efficace. »

Alessandro Tomasutti,
coordinateur du PdC de l'AG de la Vénétie

(1) <https://publications.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/fa3a62cf-1878-11e4-933d-01aa75ed71a1>

Le plan prévoit, parmi ses neuf domaines d'activité, un suivi continu et systématique des travaux et des résultats de communication. Il définit des indicateurs – pour les activités, résultats et incidences – pour mesurer des thèmes tels que la popularité du PDR auprès des citoyens, l'amélioration de la connaissance du PDR par les bénéficiaires et le degré d'engagement des partenaires de l'AG.

Les résultats de ces indicateurs font partie d'un rapport de suivi trimestriel. Une évaluation à mi-parcours doit être réalisée, ainsi qu'une analyse finale en 2020. Ces données permettront d'évaluer les résultats globaux des trois premières années de mise en œuvre de la stratégie.

L'une des activités de communication prévues dans le PdC est la collecte de 100 « bonnes pratiques » appliquées dans la région de la Vénétie avec le soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), cela dans le but d'informer plus clairement sur le rôle et l'impact du PDR. L'AG a collaboré avec l'AVEPA, l'agence de paiement régionale, afin d'étudier et de sélectionner avec soin les cas qui illustrent le mieux les six priorités de développement rural poursuivies lors de la période de programmation 2014 - 2020.

Afin de rendre le travail de communication plus convaincant, les reportages sur les bonnes pratiques collectées sont affichés sur une carte interactive consultable sur le site web de l'AG. En plus d'un texte court qui résume les informations essentielles et souligne la valeur ajoutée du financement du FEADER, chaque exemple est accompagné d'une interview en vidéo donnant la parole aux bénéficiaires. Cette composante audiovisuelle donne une touche personnelle et plus attrayante au contenu.

La base de données d'étude de cas sert de source pour diverses activités de communication allant de celles relatives au site web, aux réseaux sociaux et aux événements – où les bénéficiaires apportent des « témoignages » du PDR



© Union européenne

– jusqu'aux relations avec la presse. Par ailleurs, les vidéos seront assemblées en une série web illustrant les priorités du PDR.

Détail intéressant, l'AG a également décidé de produire une vidéo consacrée au plan de communication lui-même. L'idée est d'expliquer aux parties prenantes les efforts que l'AG accomplit pour diffuser les connaissances concernant le PDR, ses objectifs et ses incidences, et de multiplier les résultats.

La vidéo est aussi une tentative délibérée d'inviter à une réflexion sur le rôle de communication: plutôt qu'une simple procédure consistant à cocher des cases, le travail de communication devrait être compris comme un outil de gestion qui nous aide à atteindre les objectifs de développement rural et pour lequel le professionnel de la communication joue un rôle crucial.

« Nous voudrions que le plan de communication soit la première étape vers l'intégration complète de nos moyens de communication institutionnels avec l'approche de la politique. »

Alessandro Tomasutti

Les avantages de la communication sont une évidence pour tout le monde, comme en témoignent le budget accru qui y est affecté et le fait que l'AG ait investi dans des ressources humaines. Le PdC est géré par une agence externe qui a été sélectionnée au moyen d'un appel d'offres public; l'AG a engagé un spécialiste en

communication institutionnelle qui travaille à temps plein à la coordination, ainsi que trois autres employés – un gestionnaire de contrats, un chef de bureau et un responsable administratif, technique et financier –, qui consacrent environ 50 % de leur temps de travail à la communication.

Même si les résultats de la stratégie de communication n'apparaîtront clairement qu'au terme des évaluations à mi-parcours et finale, l'AG de la Vénétie reçoit déjà des commentaires positifs à ce sujet. Le principal enseignement tiré jusqu'à présent est que l'élaboration d'un plan de communication ambitieux nécessite une évaluation préliminaire méticuleuse de son impact sur l'organisation en termes de budgets, de ressources humaines et de travail. Compte tenu du contexte dans lequel les administrations publiques travaillent, il est crucial de veiller à ce que les niveaux de l'administration, de la programmation et de la technique partagent une approche et une vision communes.

POUR EN SAVOIR PLUS

Plan de communication de l'AG de la Vénétie: <https://psrveneto.it/psr-2014-2020/comunicazione/>

Reportages vidéo: <https://psrveneto.it/sviluppo-rurale/>

DIFFUSION NUMÉRIQUE (SUÈDE)

La Cellule d'animation du réseau rural de Suède a ajouté la diffusion de podcasts et des webinaires à son éventail de moyens de communication. Alors que les podcasts touchent un large public, les webinaires analysent plus en profondeur des thèmes spécifiques qui intéressent des publics de niches.

PODCAST



«Landet – le podcast qui vous amène au-delà des grandes villes» – est une série de discussions inspirantes centrées sur les zones rurales suédoises. Des personnes engagées et compétentes appartenant à la Cellule d'animation du réseau rural de Suède – allant de praticiens jusqu'à des experts nationaux – présentent leurs points de vue et connaissances dans des épisodes de 20 minutes accessibles sur le RRN suédois, sur son site web et sur les applications

de podcast les plus courantes, comme iTunes, Acast, SoundCloud et Stitcher. Avec l'avènement des technologies numériques, la diffusion, même de programmes destinés à un public spécialisé, n'est plus l'apanage des maisons de radio ou de télévision.

La Cellule d'animation du réseau rural national utilise le podcast pour diffuser des informations facilement accessibles sur des thèmes généraux du développement rural, y compris les programmes de l'UE. Un nouvel épisode est diffusé tous les quinze jours, toute l'année durant. La promotion des contenus des podcasts est assurée par une stratégie de marketing dynamique, qui comprend des films promotionnels courts, partagés sur Facebook une semaine avant la diffusion d'un nouveau podcast, des lettres d'information, ainsi que des campagnes sur Facebook, Twitter et Instagram.

« Nos podcasts proposent des thèmes variés, depuis ceux qui intéressent des groupes spécifiques jusqu'à des épisodes plus généraux visant à attirer de nouveaux auditeurs, par exemple des podcasts sur la façon dont les zones rurales sont dépeintes dans les films et à la télévision. »

Maria Gustafsson,
Cellule d'animation du réseau rural de Suède

Les résultats sont impressionnants: la série de podcasts destinée au grand public touche plus de 37 000 auditeurs et a enregistré 1 700 abonnés depuis le lancement du premier épisode en mars 2016. Chaque podcast nécessite une vingtaine d'heures de travail pour un présentateur freelance, avec notamment des déplacements, l'édition, la photographie, une vidéo d'amorce et la préparation du script. Ajoutons à cela une vingtaine d'heures de travail par mois pour l'équipe interne du réseau, qui assure la préparation et la post-production.

Au moment d'écrire ces lignes, 66 podcasts avaient déjà été réalisés. Trouver de nouveaux contenus n'est pas un problème: les thèmes ne manquent pas et les auditeurs en suggèrent régulièrement de nouveaux dans les commentaires qu'ils déposent sur les réseaux sociaux. La principale difficulté, en particulier au début, a été de faire connaître l'émission sur un marché du podcast déjà bien dense, et de planifier la diffusion de façon efficace. Pour la Cellule d'animation du réseau rural de Suède, le fait de pouvoir compter sur une ancienne journaliste, Ingrid Whitelock, comme coordinatrice de la communication du réseau facilite les relations avec les médias.



L'idée initiale du podcasting est venue du groupe thématique que le RRN avait monté sur le thème «Les jeunes et le développement rural». S'il y a un conseil qu'Ingrid pouvait donner aux collègues désireux de reproduire cette initiative dans d'autres pays, ce serait de «penser sur le long terme et d'être crédible, mais aussi divertissant et facilement accessible. Pour arriver à cela, il faut avoir une image claire des groupes cibles, qui varient selon le pays. Ma recommandation est de réaliser une analyse approfondie du public cible avant de lancer un podcast.»

WEBINAIRE

La Cellule d'animation du réseau rural de Suède, parfois en collaboration avec des organisations et agences membres, produit «Landet Lar», une série de webinaires de 45 minutes. Ces séminaires interactifs en ligne permettent à des experts de partager



leurs connaissances sur les zones rurales et les communautés côtières de Suède avec un groupe de participants sélectionnés. Les webinaires s'adressent à un public spécifique et abordent des thèmes tels que l'intégration sociale, l'énergie d'origine non fossile, la politique agricole commune (PAC) ou les transports municipaux.

Un nouveau webinaire est organisé toutes les trois semaines. Les thèmes à débattre et les experts chargés de la présentation sont choisis par les groupes thématiques du RRN. La promotion des webinaires est assurée au moyen d'événements et de posts payés sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter et Instagram), ainsi que par des invitations ciblées envoyées via Adobe Connect – la plateforme qui héberge les webinaires – aux personnes intéressées



© Swedish Network Support Unit

par le travail du groupe thématique qui a sélectionné le thème. Les enregistrements de chaque webinaire peuvent être visionnés sur le site web du RRN.

« Il est facile de s'inscrire et les présentations sont intéressantes. Cela fait gagner beaucoup de temps. »

Commentaire d'un participant aux webinaires

Pour ce qui est du coût, la plateforme d'hébergement demande un paiement annuel. L'équipe de communication de la Cellule d'animation du réseau rural se charge de la production et du montage technique des webinaires. La plupart des experts participent gratuitement dans le cadre de leur engagement dans le groupe thématique.

Les 11 webinaires réalisés entre janvier et septembre 2018 ont bénéficié d'une participation de 40 personnes par webinaire en moyenne. «Quand on sait le temps qu'il faut pour établir une marque, nous pouvons être satisfaits de ce résultat», se réjouit Sara Uddemar, responsable de l'organisation des webinaires de la Cellule d'animation du réseau rural. Et d'ajouter: «Ce n'est pas nécessaire d'être un expert pour mener des webinaires, et on en apprend les principes de base assez facilement.»

Le webinaire, comme le podcast, est une pratique technologique qui s'est étendue à toute la Suède. Les webinaires offrent ainsi une manière pratique de toucher des personnes qui, autrement, auraient du mal à assister à un séminaire classique. Ces deux canaux numériques permettent donc de partager des connaissances plus facilement. Qui plus est, les formulaires d'évaluation remplis après chaque webinaire montrent que 83% des participants ont acquis de nouvelles connaissances à cette occasion et estiment qu'ils en bénéficieront.

À ceux qui envisagent de lancer leur propre webinaire, Sara a un avis à donner: «Jetez-vous à l'eau!» Non sans préciser que la plateforme technique doit être testée avec soin avant le lancement. En fin de compte, pour que le webinaire soit couronné de succès, il est indispensable que le public entende clairement ce que dit l'intervenant.

POUR EN SAVOIR PLUS

Podcast: www.landsbygdsnätverket.se/pagang/poddenlandet

Webinaire: www.landsbygdsnätverket.se/pagang/landetlar

COMMUNIQUER SUR L'INNOVATION (BELGIQUE)

Pour les réseauteurs, l'organisation d'événements est depuis longtemps un moyen de favoriser le transfert de connaissances et de renforcer les capacités. La «Route de l'Innovation» est une série d'événements à la ferme soigneusement préparés qui ont encouragé la réflexion innovante en Belgique.

Un objectif de tous les réseaux ruraux nationaux (RRN) est de favoriser l'innovation dans l'agriculture, la production alimentaire, la foresterie et les zones rurales. Pour relever ce défi, la Cellule d'animation du réseau rural wallon a organisé une série d'événements pour encourager l'engagement des acteurs ruraux locaux et stimuler l'innovation.

La «Route de l'Innovation», lancée en 2017 pour une période de 18 mois, se composait de six événements à la ferme et d'un séminaire final qui a permis de résumer les connaissances accumulées depuis le début. Des vidéos de chaque événement ont été réalisées et publiées sur le site web du réseau dans le but d'élargir le transfert de connaissances et d'accroître la compétitivité des fermes par l'innovation.

Le fait d'accueillir ces événements dans des fermes s'est révélé la clé du succès. En effet, ces fermes étaient littéralement

au centre des discussions interactives et pratiques. Les participants variaient selon l'événement et comptaient notamment des conseillers agricoles, des chercheurs, des scientifiques, des représentants d'entreprises et des consommateurs. Les agriculteurs ont ainsi bénéficié de conseils de pair à pair et d'entreprise à consommateur et échangé des avis dans le contexte de leurs propres fermes, ce qui leur a permis d'identifier leurs points forts et faiblesses selon une perspective externe.

Grâce à l'organisation de l'événement dans une ferme, les participants ont reçu des idées et échangé des connaissances pratiques sur les systèmes agricoles innovants, cela en voyant les techniques appliquées dans une situation de la vie réelle. Une approche de «communauté de pratiques» les a aidés à créer une vision dynamique de l'innovation agricole, de la lier aux contextes économiques, environnementaux et sociaux évolutifs, et d'améliorer les interactions entre les agriculteurs et la communauté plus large de leur région.

Les événements de la «Route de l'Innovation» ont connu un grand succès, avec une moyenne de 50 participants par ferme. L'initiative a débouché sur la création de plusieurs groupes



© Unité de soutien au Réseau wallon

opérationnels PEI-AGRI en vue de nouveaux échanges sur des thèmes spécifiques. Les conclusions et recommandations de la «Route de l'Innovation» qui soutiennent une agriculture compétitive et durable en Wallonie pourront contribuer à de futures adaptations du programme de développement rural.

« L'innovation se caractérise par la capacité des agriculteurs non seulement à adopter de nouvelles techniques mais aussi à les adapter à leur situation et leur projet. L'un des exemples les plus intéressants était celui d'un éleveur qui cherchait à adapter une trayeuse automatique. La modification qu'il y a apportée a poussé le fabricant à changer le modèle afin de mieux répondre aux besoins des éleveurs. »

Xavier Delmon,
Cellule d'animation du réseau rural wallon



© Unité de soutien au Réseau wallon

POUR EN SAVOIR PLUS

Route de l'Innovation: www.reseau-pwdr.be/news/route-de-linnovation

À LA UNE... COMMUNICATIONS

UN MEILLEUR CIBLAGE

L'utilisateur au centre de la communication

La Cellule d'animation du réseau rural de Finlande a remanié son approche de la création de contenu afin que ses produits de communication soient plus en phase avec ses publics cibles.

REFONTE D'UN SITE WEB

En 2017, la Cellule d'animation du réseau rural finlandais a décidé d'une refonte de son site web. À l'origine de cette décision, la constatation selon laquelle ce site web – un site commun au programme de développement rural (PDR) et au réseau rural national (RRN) – utilisait les mêmes messages et le même style pour toucher deux groupes cibles ayant pourtant des besoins en informations très différents. Le premier groupe se composait d'utilisateurs qui connaissaient très bien les PDR (qui sont au nombre de deux en Finlande) et

avaient besoin d'informations techniques et détaillées, et le second – des nouveaux bénéficiaires potentiels – ayant tendance à trouver le jargon technique ou bureaucratique ennuyeux, voire décourageant.

Composée de quatre spécialistes – un appartenant à l'autorité de gestion, un à l'agence de paiement et deux à la Cellule d'animation du réseau rural –, l'équipe de communication s'est réunie pour réfléchir aux profils réels des personnes qui visitent le site. Dans le cadre d'un séminaire, ces spécialistes ont identifié sept «personnages» différents, qu'ils ont rendus vivants en leur donnant chacun un nom, un métier, un âge, et en énonçant le type d'informations recherchées par chacun sur le site web.

Ces personnages fictifs aident à guider la création de contenu, en particulier le style utilisé pour rédiger les textes du site web. La nouvelle page d'accueil propose

des histoires inspirantes qui évoquent des projets menés dans la campagne finlandaise avec le soutien du PDR. Ces histoires sont adaptées aux différents publics du site, comme les entrepreneurs, les agriculteurs ou les jeunes. L'initiative a donné un changement de ton sur tout le site web, même dans les sections destinées aux utilisateurs connaissant les PDR.

«Nous avons compris que l'ancien site web contenait des textes rédigés en jargon bureaucratique. Nous avons alors entrepris de tous les réécrire. Pour ce faire, nous gardions toujours à l'esprit la personne susceptible de lire le texte, plutôt que de nous focaliser sur le contenu que nous voulions mettre sur le site web», explique Sinikka Torssonen, de la Cellule d'animation du réseau rural finlandais.

Bien sûr, le site web propose aussi des informations destinées à ceux qui

PERSONNAGES REPRÉSENTATIFS DES UTILISATEURS



Raimo a 60 ans et possède une petite ferme.



Jyri est un agriculteur de 34 ans de Vääksy. Il est marié et a deux enfants.



Riitta 54 ans, est propriétaire d'une entreprise de catering.



Sara a 19 ans. C'est une jeune femme active et dynamique.



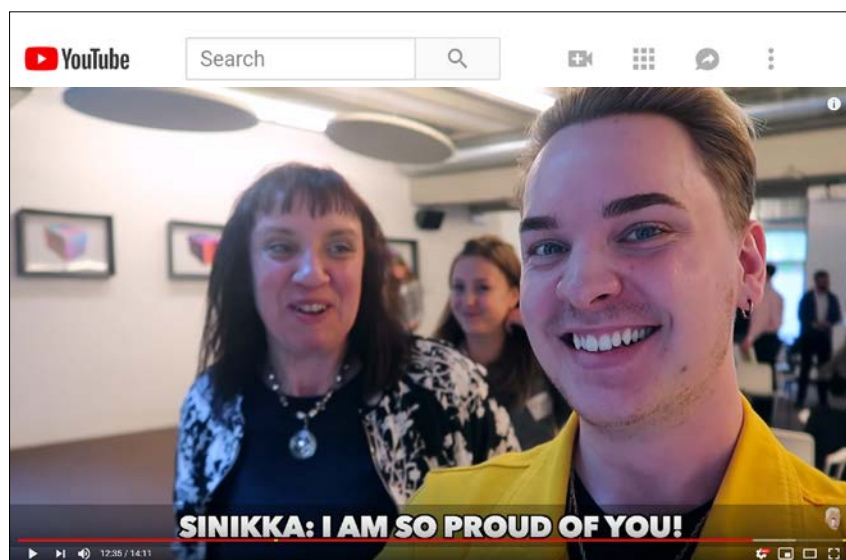
Pasi a 45 ans et il vit à Siilinjärvi, où il exploite une petite entreprise d'importation.



Seppo 49 ans, travaille pour l'autorité régionale.



Marja a 47 ans et travaille comme directrice de GAL en Laponie.



connaissent bien les PDR, notamment les dernières nouvelles dans ce domaine et des contenus plus techniques. Une caractéristique du site web qui est très appréciée est son nouvel index alphabétique, accessible depuis le menu principal.

Disponible en finnois, en suédois et en anglais dans une version abrégée, le site web touche désormais plus de monde. Les stratégies montrent un accroissement du nombre total d'utilisateurs, dont beaucoup de nouveaux. La plupart des nouveaux visiteurs, qui constituent parfois jusqu'à 80 % du nombre total hebdomadaire, arrivent via les réseaux sociaux, surtout Facebook et, dans une moindre mesure, Twitter. Le principal problème qui reste est d'aider les utilisateurs à naviguer rapidement jusqu'au contenu qui répond à leurs besoins en informations spécifiques.

TRAVAILLER AVEC DES INFLUENCEURS

L'équipe de communication pouvait, à juste titre, s'enorgueillir de ses efforts pour livrer des contenus centrés sur l'utilisateur. Mais cela ne l'a pas empêchée de se rendre compte que les canaux de communication du RRN ne touchaient peut-être pas certains groupes cibles. C'est pourquoi la Cellule d'animation du réseau rural finlandais s'est intéressée aux influenceurs sur les réseaux sociaux, c.-à-d. des utilisateurs populaires de ces réseaux

qui peuvent influencer autrui grâce à leur authenticité ou à leur exposition médiatique.

YouTube est le réseau social le plus connu en Finlande et les jeunes vloggeurs y sont très populaires. Joonas Hellman, l'un de ces vloggeurs, vit dans une zone rurale et compte plus de 93 000 abonnés sur YouTube (dans un pays de cinq millions d'habitants).

En mai 2018, à l'occasion d'un atelier du REDR sur les jeunes en milieu rural organisé par le Point de contact à Bruxelles, la Cellule d'animation du réseau rural finlandais a invité ce vloggeur à faire une présentation. Joonas a ainsi publié sur YouTube une vidéo de son voyage à Bruxelles et a déposé des posts sur Instagram et Snapchat pendant son voyage et après la publication de la vidéo.

Cette vidéo a rapidement dépassé 23 000 «vues» et généré près de 300 commentaires chez les abonnés de Joonas. Un tel degré de réponse est énorme comparativement à la popularité des vidéos ordinaires de la Cellule d'animation du réseau rural. Avant cela, la vidéo qui

avait eu le plus de succès sur sa chaîne YouTube avait comptabilisé 1 300 «vues».

Évaluer le travail accompli avec un influenceur n'est pas si simple, mais Sinikka Torssonen, de la Cellule d'animation du réseau rural finlandais, ne tarit pas d'éloges sur cette expérience: «Nous avons touché des publics auxquels nous n'aurions jamais eu accès par nous-mêmes. Quand on essaie de toucher les jeunes, ce type de communication est réellement efficace. Il est cependant important de choisir le bon type de YouTuber et le bon type d'abonnés».

Le public qui suit Joonas Hellman représente un groupe cible susceptible de s'intéresser aux politiques rurales et d'être attiré par le site web du RRN. Les personnes qui ont regardé sa vidéo ont reçu trois messages clés: la Finlande est rurale à 95 %; les habitants des régions rurales ont le pouvoir d'influencer ce qui se passe dans leurs régions; les jeunes des régions rurales peuvent voir leurs idées se concrétiser, avec l'aide du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Quand on collabore avec un influenceur, des messages clés peuvent être définis mais, pour rester authentique, le vloggeur doit les transmettre avec sa propre voix.

Joonas Hellman n'a pas essayé de changer son style caractéristique, ce qui est la clé du succès de la vidéo. Sinikka Torssonen a bien compris l'enseignement à tirer de cette expérience: «Au lieu de toujours essayer d'attirer des gens vers vos canaux de communication, il est parfois plus efficace de trouver quelqu'un qui touche déjà ceux à qui vous voulez vous adresser».

POUR EN SAVOIR PLUS

Site web en finnois: www.maaseutu.fi

Site web en suédois: www.landsbygd.fi

Site web en anglais: www.rural.fi

Vidéo de Joonas sur YouTube: www.youtube.com/watch?v=YiOYT34CKIq

À LA UNE... COMMUNICATIONS

INTERVIEW

Qu'est-ce que cela donne quand l'une des plus anciennes politiques de l'UE rencontre l'une des technologies de communication les plus récentes ?

Ian McCafferty

Ian McCafferty, chef de l'équipe Communication politique et numérique à la direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG AGRI) de la Commission européenne, nous dévoile comment son organisation aborde les réseaux sociaux.



© Ian McCafferty



Quels sont les réseaux sociaux dont vous vous occupez pour la DG AGRI et pourquoi avoir choisi ceux-là ?

La DG AGRI est présente sur Facebook, Twitter, YouTube et, depuis tout récemment, Instagram. Facebook et Twitter sont la combinaison classique pour gagner les cœurs et les esprits en ligne. Facebook est parfait pour l'établissement de communautés et la connexion de réseaux, et Twitter est le must pour les dernières nouvelles et annonces, souvent au sujet de politiques, d'événements ou de tendances médiatiques.

YouTube est excellent pour les contenus du type « comment faire », les trucs et astuces, le vlogging et les contenus « en coulisse ». Ce média est également efficace pour l'optimisation des moteurs de recherche: comme YouTube appartient à Google, vos

contenus ont plus de chances d'apparaître dans un résultat de recherche sur Google. De plus, vous pouvez catégoriser vos vidéos dans des listes de lecture, qui facilitent la tâche pour les utilisateurs à la recherche de contenus associés.

Quant à Instagram, c'est « the home of food »: la plateforme parfaite pour héberger des photos de beaux produits agroalimentaires et quelques instantanés des processus de production.



Comment adaptez-vous le contenu et le ton aux différentes plateformes de réseaux sociaux ?

Le contenu doit correspondre à la plateforme. Mettons que vous deviez communiquer sur le fromage. Sur Instagram, vous postez une photo haute résolution qui capte la qualité du produit et vous expliquez à quel point il est savoureux. Sur Facebook, vous affichez une photo du fabricant et dites quelques mots sur la personne qui est derrière le produit. Sur Twitter, vous soulignez comment la politique agricole commune (PAC) a permis d'améliorer la production de produits laitiers de qualité et d'accroître la demande de ces produits à l'étranger, et vous insérez une infographie ou une vidéo illustrative. Enfin, sur YouTube, votre vidéo montre les coulisses de la fabrication du fromage

ou offre des recettes intéressantes pour apporter cette valeur ajoutée du « comment faire » au public.

Le ton dépend de la plateforme et de la situation. Vous pouvez être moins formel sur Facebook que sur Twitter, par exemple. Vous ne parleriez pas de la même façon d'un délicieux morceau de jambon de Parme que de la peste porcine africaine, n'est-ce pas ? Adapter le ton et le contenu vous aide à cibler différents groupes cibles.

Comment parvenez-vous à augmenter votre exposition médiatique et à toucher un public plus nombreux ?

La manière la plus facile d'amener davantage de personnes à voir vos posts est de payer pour cela ! Recourir à la promotion rémunérée sur les réseaux sociaux peut vous aider à toucher davantage de membres de votre public cible. Mais une bonne stratégie de communication se compose d'une combinaison de posts payés et ordinaires.

Que vous utilisiez des contenus payés ou ordinaires, il est bon de connaître quelques trucs. Créez du contenu interpellant qui fait réagir les gens pour qu'il apparaisse dans plus de fils d'actualité: vous pouvez insérer des visuels frappants, poser des questions ou utiliser des posts plus naturellement interactifs, comme les questions Twitter ou les carrousels Facebook.

À l'aide d'outils tels que Facebook Insights ou Followerwonk, tâchez de découvrir quand votre public est le plus actif et déposez vos posts dans ces tranches horaires. Faites du « social listening »: recherchez les opportunités d'engagement – événements, journées internationales et tendances en lien avec votre sujet – et, le cas échéant, joignez-vous aux conversations en utilisant des hashtags clés.

Pour accroître votre public, vous devez vous assurer que vos posts offrent une valeur ajoutée aux personnes que vous touchez. Qui est votre public cible ? Pourquoi devrait-il vous suivre ? Avez-vous quelque chose d'intéressant à lui dire ou quelque chose d'utile à partager ?

Comment générez et gérez-vous la communication bidirectionnelle, l'interaction effective avec les utilisateurs ?

Dans ma gestion des communautés, j'ai établi trois catégories: les bons, les mauvais et les affreux ! Communiquez avec les bons, ne serait-ce que pour les remercier. Essayez de communiquer avec les mauvais en utilisant des commentaires (de personnes réelles) négatifs mais pas méchants. Sans utiliser le même ton qu'eux, essayez de répondre à leurs préoccupations. Débarrassez-vous des affreux: les insultes, le spam et l'agressivité délibérée n'ont pas leur place sur votre page publique. Étudiez vos options (masquer, ne rien dire, supprimer ou bloquer) et décidez du meilleur parti à prendre.

Il est très utile de disposer d'une politique de modération. J'en ai rédigé une (accessible au public) pour la page Facebook principale de la Commission européenne.

Chaque institution devrait-elle être présente et/ou active sur les réseaux sociaux ?

Une institution ne devrait pas être sur les réseaux sociaux sans autre motif que cette seule présence. Si les gens ont des problèmes avec les réseaux sociaux, c'est souvent parce qu'ils ignorent tout simplement pourquoi ils y sont. « Pour faire comme tout le monde » n'est pas une raison valable !

Réfléchissez à ce que votre organisation ou institution veut atteindre. Puis

demandez-vous comment la communication pourrait vous aider à atteindre ces objectifs. Vous pourrez ainsi former une stratégie de communication, dont les réseaux sociaux ne sont qu'un élément, au même titre que la radio, la télévision, la presse écrite, etc. Mettez cette stratégie en perspective et vous serez mieux à même de déterminer si vous avez besoin d'une présence sur les réseaux sociaux.

Avez-vous quelques conseils à donner aux organisations qui utilisent les réseaux sociaux ?

Déterminez quelle est la place des réseaux sociaux dans votre stratégie de communication, et quel est leur lien avec vos objectifs. Identifiez vos principaux messages et votre public cible et mettez cela sur papier.

Essayez de garder une même image de marque sur toutes les plateformes en utilisant chaque fois les mêmes éléments: pseudo, image de profil, palette de couleurs, identité visuelle (avec des logos dans les photos, par exemple) et hashtags.

Soyez réaliste. La gestion des réseaux sociaux exige beaucoup de temps et de travail. Si c'est quelque chose que vous faites quand vous avez vingt minutes à occuper, vous feriez mieux de sortir pour une petite balade. Cela vous fera plus de bien !

POUR EN SAVOIR PLUS

Questions Twitter:

<https://help.twitter.com/fr/using-twitter/twitter-polls>

Carrousels Facebook:

<https://fr-fr.facebook.com/business/ads/carousel-ad-format>

Facebook Insights:

www.facebook.com/business/news/audience-insights

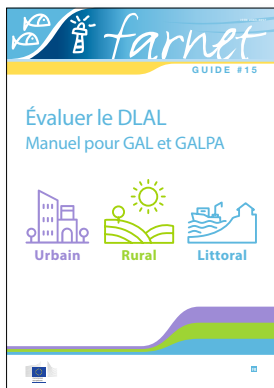
Followerwonk:

<https://followerwonk.com>

Page sur la politique de modération Facebook de la Commission européenne:

www.facebook.com/notes/european-commission/moderation-policy/959130604105346

Ouvrages & publications



Évaluer le DLAL: Manuel pour GAL et GALPA

FARNET

Ce manuel est destiné aux GAL, y compris des groupes d'action locale pour la pêche et l'aquaculture (GALPA), financés par un ou plusieurs des quatre Fonds ESI, ainsi qu'aux évaluateurs externes des GAL.

Il vise à fournir des outils et méthodes faciles d'utilisation, assortis d'exemples tirés de différents GAL et GALPA, pouvant servir d'orientation et d'inspiration pour optimiser l'utilisation des fonds publics, ainsi qu'évaluer et améliorer l'application du développement local mené par les acteurs locaux (DLAL).

Le manuel est disponible en anglais, français, allemand, italien, espagnol et polonais.

ISBN 978-92-79-85777-5

Rapport de l'enquête 2018 auprès des jeunes en milieu rural

Rural Youth Project

Ce rapport passe en revue les principales conclusions d'une enquête menée auprès des jeunes en milieu rural par une initiative écossaise, le Rural Youth Project, entre

janvier et juin 2018.

L'enquête a recueilli les opinions de plus de 750 jeunes, de 18 à 28 ans, qui vivent ou travaillent dans des zones rurales d'Australie, du Canada, de Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis.



Cette étude a révélé que, malgré des difficultés concernant les transports, l'accès aux services, l'emploi et la connectivité – et malgré le fait qu'ils sont seulement 13 % à estimer avoir leur mot à dire pour l'avenir de leur communauté –, plus de 70 % des jeunes vivant en zone rurale ressentent de l'optimisme face à leur avenir. Une part de 26 % des répondants envisageaient cependant d'aller s'installer dans une ville.

Recueil d'exemples d'innovation sociale

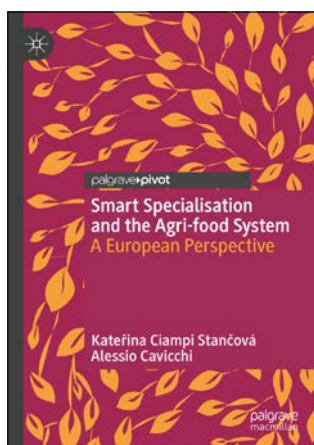
L'innovation sociale dans les zones rurales marginalisées (SIMRA)



Les dernières brochures produites par le projet de recherche SIMRA, financé dans le cadre d'Horizon 2020, rassemblent une série d'exemples de bonnes pratiques d'innovation sociale constatées dans des zones montagneuses et les Balkans occidentaux.

La brochure consacrée aux zones montagneuses montre comment les communautés tirent parti des biens naturels et sociaux présents sur place pour améliorer la vie communautaire et leur environnement, ainsi que pour adopter des approches dynamiques de la gouvernance.

La brochure qui traite des Balkans occidentaux fait le point sur les défis sociétaux rencontrés par les pays de cette région et passe en revue les solutions innovantes qui apparaissent dans leurs zones rurales dans des domaines tels que les soins de santé, le travail en réseau rural et le développement touristique.



Spécialisation intelligente et système agroalimentaire

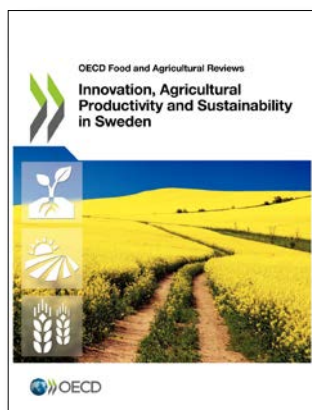
Kateřina Ciampi Stančová and Alessio Cavicchi

Cet ouvrage se penche sur l'intérêt que suscitent depuis peu les systèmes agroalimentaires et sur l'effet de cet intérêt sur la campagne européenne et les tendances du développement régional.

Il examine les filières récentes d'innovation et de diversification dans le système agroalimentaire, en particulier les liens entre la recherche et l'innovation (R&I) alimentaires, la production, la consommation, la gastronomie, la création d'une marque associée à un lieu, et la technologie.

De plus, il passe en revue les politiques de l'UE (agricole, alimentaire et de cohésion), sa recherche (agroalimentaire, gestion, commerce, développement régional) et ses pratiques (schémas de développement local/régional, promotion de produits agroalimentaires de haute qualité, développement durable) dans le contexte de la spécialisation intelligente.

ISBN 978-3-319-91500-5



Innovation, productivité agricole et durabilité en Suède et Estonie

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Ces revues, qui font partie d'une série produite par l'OCDE, offrent des évaluations complètes des politiques agricoles d'un pays, de ses efforts de réforme et de leur impact potentiel.

En Suède, l'innovation agricole a contribué à rehausser la compétitivité et la durabilité du secteur agroalimentaire, ce qui a beaucoup stimulé la confiance du consommateur dans la qualité et les méthodes de la production alimentaire. Toutefois, des défis tels que les coûts de production élevés et l'adaptation aux nouvelles technologies ont mis en évidence un besoin de procéder à de nouveaux ajustements structurels et de mieux cibler les investissements dans le secteur agroalimentaire.

Depuis les années 1990, l'agriculture estonienne a vu une croissance considérable et d'importants changements structurels. La politique agricole commune (PAC) a contribué à la modernisation du secteur, entraînant des hausses prononcées de la productivité avec des pressions relativement limitées sur l'environnement. Néanmoins, comme il devient de plus en plus difficile d'attirer et de retenir des personnes dans ce secteur, il importe d'accomplir de nouveaux efforts d'innovation et d'adaptation.

ISBN 9789264085268 (Suède)

ISBN 9789264288744 (Estonie)



PUBLICATIONS DU REDR

Restez au courant des dernières nouvelles, des points de vue et des évolutions du développement rural européen en lisant les diverses publications du REDR.

Celles-ci sont disponibles dans la section «Publications» à l'adresse <https://enrd.ec.europa.eu> ou en s'abonnant à l'adresse subscribe@enrd.eu. Pour plus d'informations, contactez info@enrd.eu.

REVUE RURALE DE L'UE

La Revue rurale de l'UE est la principale publication thématique du REDR. Elle présente les dernières avancées et connaissances sur une thématique particulière ayant trait au développement rural en Europe. Les thèmes vont de l'entrepreneuriat rural et de la qualité alimentaire au changement climatique et à l'inclusion sociale. Elle est publiée deux fois par an en six langues (EN; FR; DE; ES; IT; PL).

No.24 – Réinventer les opportunités commerciales en milieu rural



KF-AJ-17-001-FR-C

No.23 – Économie verte – Opportunités pour l'Europe rurale



KF-AJ-16-023-FR-C

N° 22 – Des chaînes d'approvisionnement intelligentes et compétitives pour les produits alimentaires et les boissons



KF-AJ-16-022-FR-C

BROCHURE DES PROJETS FEADER

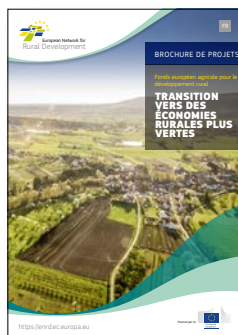
Le REDR publie des brochures présentant des exemples intéressants de projets financés par le FEADER. Chaque numéro met en évidence des exemples de projets fructueux sur une thématique particulière du développement rural. L'objectif des brochures est de mettre en lumière les réalisations du FEADER et d'inspirer des projets futurs. Elles sont publiées en six langues (EN; FR; DE; ES; IT; PL).

Soutenir les entreprises en milieu rural



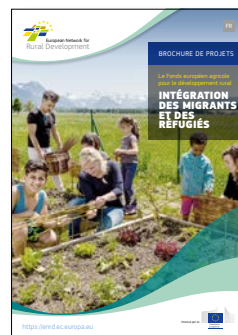
KF-AP-17-002-FR-C

Transition vers des économies rurales plus vertes



KF-04-17-108-FR-C

Intégration des migrants et des réfugiés



KF-01-16-688-FR-C

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

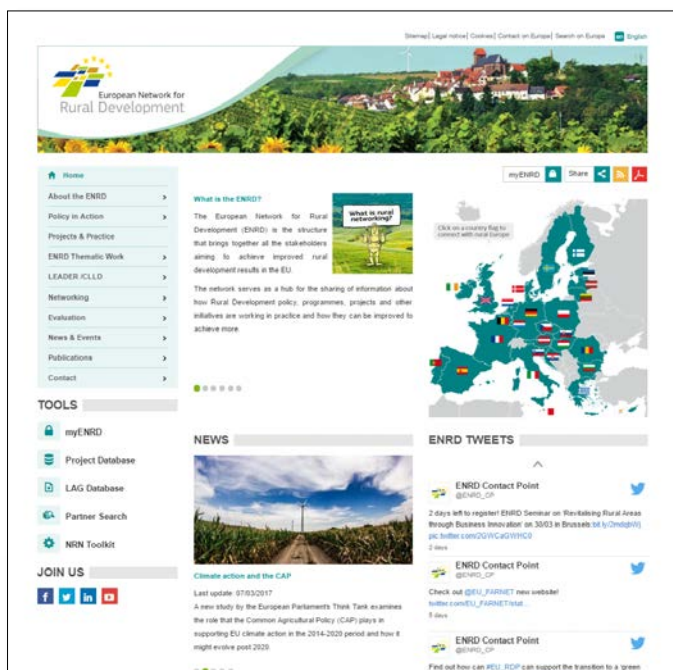
- un seul exemplaire: sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes: auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm), des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm), en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm) ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Le REDR en ligne



Mettez un « J'aime » à la page Facebook du **REDR**



Suivez **@ENRD_CP** sur Twitter



Regardez les vidéos **EURural** sur YouTube



Rejoignez le groupe de discussion LinkedIn du **REDR**



ENRD Contact Point
Rue de la Loi/Wetstraat, 38 (bte 4)
1040 Bruxelles/Brussel
BELGIQUE/BELGIË
Tel. +32 2 801 38 00
info@enrd.eu



Office des publications

<https://enrd.ec.europa.eu>

